



HAL
open science

Rénovation urbaine et patrimoines

Patrick Harismendy

► **To cite this version:**

Patrick Harismendy. Rénovation urbaine et patrimoines. Ville de Saint-Brieuc, pp.131-222, 2010.
hal-04048823

HAL Id: hal-04048823

<https://hal.univ-brest.fr/hal-04048823v1>

Submitted on 28 Mar 2023


HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.





VUES d'ailleurs



Tiens ! La
rénovation urbaine
n'a pas le même sens
partout. En plus, la mémoire
est sélective et les intérêts
financiers menacent. Attention
à ne pas effacer trop vite
les traces ; le patrimoine,
en principe ne se décrète
pas mais se vit. Et les
habitants dans tout
ça ?





DRESDE

RECONSTRUCTION,

processus de patrimonialisation et investissement civique

Denis Bocquet

Denis Bocquet, historien et urbaniste, est directeur de l'Institut français de Dresde et chercheur à l'École des Ponts ParisTech (Latts). Auteur d'une thèse sur la modernisation technique de Rome capitale au XIX^e siècle (Editions de l'École française de Rome, 2007) et de nombreux articles sur l'urbanisme des réseaux en Europe, il consacre sa thèse d'habilitation à une lecture du rapport entre idéologies urbaines et reconstruction à Dresde.

La reconstruction de la ville de Dresde, détruite sous les bombes alliées en février 1945, constitue pour la compréhension du rapport entre idéologies urbaines, pratiques d'accommodation de celles-ci et esprit civique citoyen, un cas particulièrement intéressant : chaque phase de la reconstruction est en effet le reflet et le produit d'une part d'un rapport spécifique entre idées de la ville et de son patrimoine architectural et culturel, idéologies et pratiques du pouvoir en matière de décision urbaine, et d'autre part accommodements de ce rapport avec la réalité sociale, économique, politique et civique. Le cas de Dresde permet également de mettre à jour certaines déclinaisons importantes des grands tournants de l'urbanisme européen, dans le contexte particulier d'une presque page blanche pourtant chargée fortement de symboles, d'images ainsi que d'investissements affectifs.

Un héritage pluriel de la mémoire

Avant son bombardement, la ville de Dresde était un des joyaux européens du baroque, fruit de la volonté des Électeurs de Saxe depuis le XVII^e siècle de doter leur capitale d'un écrin digne des plus grandes villes de cour européennes. Châteaux, palais, musées, églises, quais de l'Elbe, Dresde était, génération après génération, née à l'Europe de la culture, le XVIII^e siècle ayant assurément été la





Denis Bocquet

période la plus fastueuse, avec sous Auguste le Fort un enrichissement exceptionnel des collections d'art, l'éclosion de l'art et de l'économie de la porcelaine ou avec la construction de la *Hofkirche* par Gaetano Chiaveri sous Auguste III de Saxe et de Pologne. La *Frauenkirche* représentait aussi un des éléments les plus célèbres de cette saison baroque qui a fait de la ville le miroir construit de l'entrée de la Saxe parmi les états européens du Grand Siècle. Mais Dresde était aussi une ville ayant considérablement crû au XIX^e siècle.

En témoigne non seulement la construction du célèbre *Semperoper*, par Gottfried puis Manfred Semper, mais aussi la croissance des faubourgs bourgeois et ouvriers. Dans les années 1920, Dresde est aussi une des capitales européennes de l'avant-garde, marquée tant par l'effervescence artistique dans la toute nouvelle cité jardin d'Hellerau, autour de son *Festspielhaus*, fréquenté par Le Corbusier, Appia, Nolde, Kafka, Shaw ou Sinclair, que par l'*Hygiene Museum* de Wilhem Kreis, point culminant de Dresde comme ville référence de la réforme hygiéniste urbaine en Europe. Cet imposant bâtiment, dont l'échelle, et d'une certaine manière aussi l'esthétique architecturale, rappelle celle du palais de Chaillot, était conçu de manière hardie comme le lien entre la ville baroque et un grand parc royal devenu cœur vert d'une urbanisation nouvelle.

Une ville, donc, dont la mémoire et la culture urbaines dépassent le seul horizon du souvenir baroque, et qui était constituée avant sa destruction, de diverses strates non seulement morphologiques, mais également culturelles.

Les effets d'une mémoire sélective

La reconstruction, pourtant, va dans ses différentes phases, se confronter essentiellement à la ré-interprétation de la strate mémorielle et patrimoniale baroque, selon des modalités et des postures diverses. On va ainsi reconstruire une ville néo XVII^e-XVIII^e, adjacente à une ville résolument XX^e siècle. Manquera toujours l'épaisseur urbaine donnée par le XIX^e siècle dans les villes européennes. A Dresde, point de néo-XIX^e, mais un contact, on le verra, brutal entre le néo-historique et le modernisme socialiste.

L'histoire de la reconstruction de Dresde est ainsi d'abord celle de la confrontation entre idéologies urbaines et héritage baroque, représentations, contextes bureaucratiques, politiques ou économiques et sphère civique. De 1945 à nos jours, elle a connu de nombreuses phases, qui à chaque fois sont aussi des moments de conflit, médiation et accommodement,





même dans le contexte de la dictature, pour les années 1945-1989. Autant que dans le résultat, l'intérêt du cas de Dresde pour les études urbaines réside assurément dans les processus et dans leur articulation entre eux. Dresde est ainsi plus qu'un théâtre passif de la reconstruction, ou que la projection urbaine en volume des représentations, systèmes et idéologies : elle est objet d'histoire.

Ville en chantiers, chantiers urbains

Pour la reconstruction, tout commence dès 1945. D'abord avec les déblaiements, qui constituent déjà des choix dans les cas où les ruines auraient pu être récupérables, ou du moins fonder la base, ou la trame, de la ville à reconstruire. La politique adoptée entre le printemps et l'été 1945 est celle de la page blanche : les ruines des bâtiments détruits sont évacuées, et les édifices partiellement démolis sont généralement rasés. Tout le centre historique est ainsi rendu à l'état primaire de terrain vague. Seule la cathédrale de Chiaveri, éventrée mais debout, fait écho à la tour de l'hôtel de ville, seul bâtiment ayant été épargné, probablement à cause de sa fonction de mire pour les bombardiers.

Dès 1946 est lancé de manière presque concomitante un concours d'urbanisme et d'architecture : *Das neue Dresden*, qui donne lieu quelques





Denis Bocquet

mois plus tard à une exposition. On est aussi – dans la zone d'occupation soviétique, – dans la période de soumission progressive, mais souvent brusque, de la vie municipale à l'ordre communiste. Le moment de l'exposition recouvre donc plusieurs processus : des conceptions différentes de la ville à



reconstruire qui s'opposent, entre néo-historicisme et modernisme radical, voulant tirer parti de l'état de dévastation pour mettre en œuvre des idéaux de ville moderne hors-sol, et des conflits politiques, résolus généralement dans le sens d'une éviction des non-communistes ou ralliés des parcours de la décision. On se trouve donc là à un moment où les fondements de la reconstruction se jouent dans l'adéquation, forcément rugueuse, entre un système politique en voie d'imposition et une idée de la ville. Il ne faut pas oublier cependant l'urgence de la reconstruction pour satisfaire aux besoins immédiats d'une population de sans-abris. L'exposition de 1946 est ainsi un tournant : confrontation esthétique et liste en constante réécriture des impasses politiques.

S'il n'en ressort rien directement, c'est dans ce contexte qu'est décidé le tracé de la ville à reconstruire. Certaines de options prises alors ont une inertie qui conditionne les développements futurs, jusqu'à nos jours assurément. Il en va ainsi de la décision à cette époque de délimiter les contours de la ville destinée à une reconstruction historiciste, par opposition au reste de la ville, dédié dès lors à la construction du socialisme. Un arc-de-cercle, d'Elbe à Elbe est ainsi tracé, qui sera la limite entre ville du patrimoine réinventé et ville du socialisme. Si en 1946 le tracé demeure peu visible, il marque la ville pour de nombreuses décennies, voire siècles. Mais il convient de se rendre compte qu'un tel tracé est aussi en quelque sorte le résultat d'une médiation et d'un compromis : on n'aura à Dresde ni une ville reconstruite à l'image de celle qui a été détruite, ni une expérimentation grandeur nature de principes de la charte





d'Athènes réinterprétés à la mode socialiste, mais plutôt une demi-mesure, tant spatiale qu'en terme de contenu. L'espace est divisé, et les solutions esthétiques mitigées.

Élision des traces et ré-agencement idéologique

A Dresde, le temps de la décision initiale sur les grands principes de la reconstruction est à la fois un temps d'imposition d'une idéologie face à la culture démocratique et architecturale, et un temps malgré tout de médiation en ce qui concerne les contenus. Pour l'urbanisme comptent aussi fondamentalement les différentes étapes de la réforme foncière, qui voit la trame de propriété de la ville « bourgeoise » s'effacer au profit d'une trame bureaucratique planifiée dans le cadre de la propriété collective sous ses différentes formes. Entre fin des années 1940 et années 1950, les zones extérieures au boulevard délimitant la zone patrimoniale sont construites de logements sociaux. Quant à la zone interne, elle est dotée de ses premiers bâtiments : essentiellement la réinvention en style national-communiste de la place du Altmarkt. Il faut voir que la place n'est ni reconstruite à l'identique ni forcément dans les mêmes proportions, mais l'ensemble, posé au milieu des terrains vagues, évoque par son style





Denis Bocquet

historiciste le passé du centre d'une ville encore largement vide – tout en posant les principes rhétoriques de l'architecture du nouveau régime.

Dans les années 1950 et 1960, cette esthétique prévaut, avec déjà l'investissement très fort dans la réouverture des principales institutions culturelles. A la fin des années 1950 rouvre ainsi le complexe muséographique du Zwinger, dans une cérémonie alliant propagande autour de l'amitié russo-allemande et réelle communion civique à l'occasion de la réouverture des collections artistiques saxonnes. Le retour du train de Moscou avec les trésors de la ville confisqués en 1945 est ainsi un moment dont la lecture ne peut se limiter au décryptage des ressorts de la propagande. Patrimoine, reconstruction et contexte s'articulent selon des modalités plus complexes que ne peut le suggérer une lecture superficielle, soit morphologique, soit politique. D'une manière générale, reconstruction, culture urbaine et idéologie nationale Est-allemande se façonnent de manière réciproque.

Pour la période 1960-1975, une des facettes les plus intéressantes du développement urbain de Dresde concerne les processus d'accommodation des directives socialistes sur l'architecture industrielle. La période est en effet celle de la construction massive dans les périphéries (mais à Dresde, d'un point de vue morphologique, la périphérie commence à moins de 100 m de l'étroite zone patrimoniale, de l'autre côté de la ligne tracée en 1946, devenue le Dr-Külz Ring) de cités d'habitat social, dont on industrialise la forme dès le tournant des années 1960.

C'est la ville du *Plattenbau*, qui se développe jusqu'à la fin des années 1980. Il est d'ailleurs à noter qu'en 1988-1989 la DDR avait proclamé la fin de la question du logement issue de la Seconde guerre mondiale. Cette saison d'architecture industrielle n'a pas été sans échos sur la zone historicisée même. Mais là encore, plutôt que de lire avec ironie l'intrusion saugrenue au regard de l'historicisme néo-baroque de plaques préfabriquée rappelant le *Plattenbau* dans l'arc de cercle patrimonial, il convient de lire ce phénomène au regard des processus d'accommodation auxquels il a donné lieu.

La concurrence des modèles urbanistiques

Dans une période de forte contrainte et pression idéologique, la pratique de la reconstruction a intégré des impératifs imposés tout en préservant le projet d'ensemble dans sa trame. On n'est pas seulement dans la dimension binaire du choc entre idéologie de l'historicisme et dogme de l'architecture industrielle, on est également dans la mise en





Dresde, patrimonialisation et civisme

place d'une culture de la médiation, au sein même des instances du parti unique et de la dictature. Tenants de la patrimonialisation du reconstruit et tenants de la nouveauté radicale s'affrontent durablement et la ville se modèle à l'image des accommodements autant que des directives singulières. Cette dialectique, et sa résolution moins dichotomique qu'il n'y pourrait paraître, se poursuit tout au long des années 1960 et du début des années 1970, jusqu'au grand tournant idéologique et urbain de 1977.

A une époque où à l'Ouest, et particulièrement à Berlin-Ouest, se joue la transition post-infra-structuraliste de l'urbanisme européen – avec la remise en question dans le quartier de Kreuzberg notamment du paradigme des autoroutes urbaines, avec aussi la fin de la domination culturelle de l'urbanisme hors-sol, – la RDA entre aussi dans une saison d'intenses débats urbains (toujours dans le cadre contraint d'un système dictatorial). A l'Ouest, c'est le moment de l'IBA Berlin (*Internationale Bauausstellung, Exposition Internationale d'Architecture et d'urbanisme, 1977-1987*), où se mettent en place et s'affinent les principes et les méthodes de la rénovation douce (*bebutsame Stadterneuerung*). A l'Est, c'est la radicalité de l'architecture industrielle qui est tempérée, et pour le cas de Dresde,



l'historicisme connaît de nouvelles déclinaisons. On assume différemment aussi l'héritage idéologique que véhicule l'évocation de constructions du passé dans la reconstruction.

La reconstruction du *Schloss*, symbole s'il en est de l'héritage « féodal » de la cour de Saxe à l'occasion du





Denis Bocquet



trentième anniversaire du régime en 1979 est ainsi une étape importante de ce processus de confrontation avec l'histoire. Il en va de même pour le jubilé Schinkel, ou pour la reconstruction du Semperoper, inauguré en 1985. On assiste aussi dans les années 1980 à divers processus de médiation, comme le partenariat avec des capitaux suédois pour la construction d'un hôtel de luxe près du château. D'une manière générale, se dessine déjà presque en filigrane le schéma du Neumarkt, qui deviendra après la réunification l'écrin néo-néo-baroque donné à la *Frauenkirche* reconstruite, qui reste cependant encore à cette époque un tas de ruines dont la fonction est d'être une sorte de mausolée du bombardement.

Faire du passé patrimoine

Avec la chute du régime et la réunification, la reconstruction connaît une nouvelle phase. Pas forcément plus intense en terme de m² construits, mais fruit d'un nouveau rapport entre idéologie urbaine, processus de décision et image de la ville, de son passé et de ce qui en constitue le patrimoine.

Dans le centre patrimonialisé, c'est bien sûr la *Frauenkirche* qui capte le plus le regard. Reconstituée à l'identique, celle-ci est inaugurée de nouveau en 2005. Cette initiative, bien que mal articulée à la fonction précédente de





mémoire du bombardement, fait l'unanimité. Les débats sont en revanche intenses au sujet de la place qui l'entoure. Construite entre 2003 et 2010 dans une esthétique qui évoque une *veduta* de Canaletto, cette place est la concrétisation physique d'une vision néo-néo-baroque. Ni à l'identique, ni au même endroit. Juste selon l'esprit imaginé de la ville à son apogée en 1756. Elle n'en est cependant pas moins le produit d'une médiation de nouveau, entre planificateurs municipaux, investisseurs privés, et opinion civique locale.

Depuis 1990 s'est également posée la question de la couture entre la ville socialiste et la ville patrimonialisée. Le lien, dans la conception urbaine de la RDA, était fait par la Pragerstrasse, axe piétonnier reliant la gare à la ville muséale. Le choix principal après 1990 est de transformer cet axe en aire commerciale à ciel ouvert (ce qu'elle était déjà partiellement depuis la fin des années 1970), moyen aussi de lutter contre la migration vers les abords de l'autoroute à la sortie de la ville des activités commerciales (et de déconstruire la rhétorique urbaine socialiste, tout en éludant les débats sur la patrimonialisation des expériences urbaines modernistes). Mais si cette couture est sur le point de réussir, avec l'inauguration d'une extension de l'*Altmarktgalérie* en direction de la ville des musées, le lien est plus difficile à créer là où une grande avenue, désormais livrée au trafic automobile intense, sépare la ville patrimoniale d'espaces, pourtant proches, relevant de la typologie des périphéries. Aucune solution n'a pour l'instant été trouvée à ce sujet, et si une éphémère exposition à la mairie de Dresde a évoqué la piste de l'urbanisme temporaire comme vecteur de changement (une piétonisation dominicale par exemple), rien n'a été fait.

La ville historicisée apparaît encore largement comme une enclave, peu peuplée, et fréquentée par une population différente : les touristes, dont l'assiduité, d'abord faible après le pic de l'inauguration de la *Frauenkirche*, semble frémir malgré la mauvaise desserte de la ville. Ce qui ne veut pas dire que l'investissement civique de la population





Denis Bocquet

générale, qui pourtant habite encore soit la ville socialiste (largement privatisée, en bloc, au profit de sociétés d'investissement), soit les abords dévolus à l'étalement urbain et à l'accession à la propriété, ne soit pas intense dans la zone patrimonialisée. La patrimonialisation est aussi l'accumulation de ces mémoires et projections individuelles. Elle est processus complexe. Dans le petit théâtre nouvellement baroque du *Neumarkt* se joue ainsi une relation aux multiples enjeux entre ville imaginée, ville reconstruite et ville vécue. L'esthétique architecturale n'en constitue qu'un des symptômes, qui n'exprime pas forcément l'intégralité des signifiants urbains, et encore moins des ressentis.

Les années 2000 ont aussi vu la ville gagner, puis perdre, le statut de patrimoine mondial de l'humanité. Entre la ville, le fleuve et l'Unesco se donnent à lire dans ces péripéties les détours de l'identité civique urbaine. La ville reconstruite, tout d'abord, n'a pas été classée comme telle. Non qu'aucune ville reconstruite ne l'ait été. Mais, éclectique, elle ne répondait pas suffisamment aux critères d'authenticité énoncés lors de la conférence Unesco de Nara dans les années 1990. Dresde fut ainsi classée en tant que zone naturelle harmonieusement humanisée le long des 18 km des rives de l'Elbe entre le château de Pillnitz et la ville. De cette ambiguïté fondatrice, issue de l'incapacité de l'Unesco de faire rentrer le cas de Dresde dans une de ses trop statiques typologies du patrimoine, en découlèrent de nombreuses autres, qui ont porté au déclassement en 2009. Parmi ses ambiguïtés : le fait que la demande de classement ait d'abord été promue par les opposants à un projet de pont, et celui que ni l'Unesco ni l'Icomos (Conseil international des monuments et des sites) n'aient su traiter ce problème lors de l'instruction du dossier de candidature. Et comme l'Unesco n'est point dotée d'instruments de médiation a posteriori, cette ambiguïté a porté au conflit décisif, puisque le pont étant finalement construit, les rives patrimonialisées étaient menacées. D'une manière certes paradoxale, mais néanmoins logique au vu de l'histoire à Dresde du rapport entre reconstruction et patrimonialisation, dans cette farce du classement / déclassement s'est joué un épisode crucial du rapport entre identité civique et forme urbaine : dans les mouvements citoyens contre la construction du pont et pour la préservation du patrimoine, ainsi que du titre Unesco, malgré la défaite finale, l'identité civique urbaine a connu des développements inédits depuis la réunification et un processus de démocratisation qui avait largement laissé de côté les Allemands de l'Est dans les processus de décision, au profit d'une classe politique importée de l'Ouest par les





principaux partis (Chrétiens démocrates et Sociaux-démocrates essentiellement). Cet épisode illustre encore comment l'impact des idéologies urbaines sur les sociétés urbaines ne doit pas se lire uniquement dans la sédimentation physique sous forme de bâtiments, mais aussi dans les processus, conflits ou médiations.

Conclusion

Dresde, de la sorte, apparaît non seulement comme le résultat, par la reconstruction, du rapport entre une succession d'idéologies urbaines et la dimension pratique de contextes divers, mais aussi comme le support de mémoires et identités urbaines dont la complexité les rend irréductibles à la simple description stylistique des phases de la reconstruction. Si cette dernière est objet d'histoire, c'est bien dans ce qu'elle met à jour les processus sociaux qui font que les villes ont une épaisseur bien plus grande que le simple volume et la parfois rhétorique de leurs bâtiments.





Denis Bocquet

Références

Bernhardt (Christoph), Wolfes (Thomas) (Hrsg.), *Schönheit und Typenprojektierung. Der DDR-Städtebau im internationalen Kontext*, Erkner, 2005.

Bernt (Matthias), Haus (Michael), Robischon (Tobias) (Hrsg.), *Stadtumbaukomplex: Governance, Planung, Prozess*, Darmstadt, Schader Stiftung, 2010.

Bocquet (Denis), « Dresde et l'Unesco : questions sur les catégories de classement et la gouvernance des sites classés au patrimoine mondial », in Clément (Michel) (dir.), *Paysages urbains historiques*, Paris, Icomos, 2010, p. 73-78.

Conert (Herbert), *Gedanken über den Wiederaufbau Dresdens*, Dresde, Imprimerie municipale, 1947.

Durth (Werner), Düwel (Jörn), Gutschow (Niels), *Architektur und Städtebau der DDR.. Die frühen Jahre*, Berlin, Jovis, 2007.

Fischer (Joachim), « La Prager Strasse à Dresde. Sociologie architecturale d'un ensemble urbain utopique », *Histoire urbaine*, 2009-2, p. 69-82.

Hannemann (Christine), *Die Platte. Industrialisierter Wohnungsbau in der DDR*, Berlin, Schiler, 2005.

Hänsch (Wolfgang), « Plattenbau und Stucco Lustrum : Gedanken zu Städtebau und Architektur », *Dresdner Hefte*, 2005, n° 81, p. 14-20.

Henselmann (Hermann), « Einige kritische Bemerkungen zum Wohnungsbau », *Deutsche Architektur*, 1952-2.

Hessler (Andrea) (Hrsg.), « Der Wiederaufbau des Dresdner Schlosses : eine Baudokumentation », Dresde, Ministère des Finances de l'État de Saxe, 2008.

Kabus (Günther), « Zur komplexen sozialistischen Umgestaltung von Altbauwohngebieten », *Architektur der DDR*, 1976-7, p. 390-394.

Lerm (Matthias), *Abschied vom alten Dresden. Verluste historischer Bausubstanz nach 1945*, Leipzig, Forum Verlag, 1993.

Lerm (Matthias), « Dresdner Städtebau 1989-2009 zwischen Anspruch und Wirklichkeit », *Dresdner Hefte*, 2009, n° 100, p. 53-63.

Michael (Klaus) (Hrsg.), *Dresden. Stadtplanung und Stadtentwicklung. Kernstadt Dresden*, Dresde, Sächsische Akademie der Künste, 2000.

Müller (Rolf-Dieter), Schönherr (Nicole), Widera (Thomas) (Hrsg.), *Die Zerstörung Dresdens 13. bis 15. Februar 1945*, Göttingen, V&R Unipress, 2010.

Seydewitz (Max), *Die unbesiegbare Stadt. Zerstörung und Wiederaufbau von Dresden*, Berlin, Kongress-Verlag, 1961.

Strasshausen (Carlwalter) (Hrsg.), *Internationale Hygiene-Ausstellung Dresden 1930*, Dresde, IHA, 1930.

Ufer (Peter), « Das Dresdner Residenzschloss als neues Zentrum der Stadt », *Dresdner Hefte*, 2009, n° 100, p. 25-32.

Voisin (Chloé), « Le centre, la mémoire, l'identité. Des usages de l'histoire dans la (re)construction du Nouveau marché de Dresde », *Espaces et Sociétés*, 2007-3, p. 87-100.





Détail d'un immeuble du boulevard du Nord, photo : Taline Ter Minassian





PATRIMOINE SOVIETIQUE ET RENOVATION URBAINE

L'opération du boulevard du Nord à Erevan (Arménie)

Taline Ter Minassian

Taline Ter Minassian est agrégée d'histoire et professeur d'histoire de la Russie et du Caucase à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales. Elle co-dirige avec Catherine Poujol l'Observatoire des Etats post-Soviétiques du CREE. Elle a publié *Colporteurs du Komintern, l'Union Soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences po, 1997 ; avec Jean-Robert Raviot, *La civilisation soviétique de l'URSS à la Russie*, Paris, Ellipses, 2006 et une monographie consacrée à la capitale de l'Arménie, *Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique*, Rennes, PUR, 2007.

Nouvelle artère de prestige récemment percée au cœur de la capitale arménienne, le Boulevard du Nord est une opération d'urbanisme post-soviétique réalisée au cours de la dernière décennie. Pour en saisir la portée aussi bien politique qu'architecturale, un rappel du contexte historique est nécessaire car le Boulevard du Nord – affiché comme une opération de rénovation urbaine, – brouille les références patrimoniales en rasant un vieux centre historique du XIX^e siècle tout en s'appuyant sur la légitimité d'un plan d'urbanisme conçu pendant la période soviétique. En effet, au XX^e siècle, l'accession à l'État s'est traduite en Arménie par la promotion au rang de capitale de Erevan, jusqu'alors bourgade provinciale, autrefois chef-lieu d'un *kbanat* dans le cadre de l'Empire perse puis d'une *gubernia* dans celui de l'Empire russe dont l'identité arménienne frappait si peu les voyageurs à la fin du XIX^e siècle qu'ils se bornaient souvent à n'en décrire que la mosquée. Capitale de la première République, symbole d'une éphémère indépendance de 1918 à 1920, le développement de Erevan en tant que capitale s'est ensuite intégralement accompli dans le cadre soviétique. Ainsi, l'histoire et le développement de Erevan au XX^e siècle¹ illustre le processus de construction

1. Taline Ter Minassian, Erevan, *La construction d'une capitale à l'époque soviétique*, Rennes, PUR, 2007.





Taline Ter Minassian

nationale qui a abouti à faire de cette ville une sorte d' « icône » pour les Arméniens du monde entier.

Une capitale inventée au XX^e siècle et édifiée pendant la période soviétique

En 1918, l'affirmation de Erevan en tant que capitale tient tout d'abord au paysage emblématique dans lequel s'inscrit la ville. De l'autre côté de la frontière, l'Ararat barre l'horizon géographique de la ville et symbolise à lui seul un paysage national irrédent, expatrié, auquel s'associe symboliquement la nouvelle capitale. Au début du XX^e siècle cependant, Erevan présentait encore le visage d'une bourgade orientale, grise et poussiéreuse, dont l'unique charme réside dans ses jardins fermés, havres de verdure, « oasis au milieu du désert » selon le terme du voyageur français P. Müller-Simonis. En dépit d'une historiographie contemporaine qui s'est constamment efforcée – à l'époque soviétique, – de démontrer l'ancienneté du rôle de Erevan en tant que capitale, une réalité est longtemps demeurée occultée, voire ignorée : au début du XX^e siècle, et même durant la première république, Erevan n'était pas encore une ville arménienne.

Dotée d'une population mélangée d'Arméniens, de Tatares – terme par lequel on désigne les Azéris, – de Kurdes, de Turcs, la ville de Erevan qui comptait avant 1914 un peu plus de 40 000 habitants, ne devient véritablement une ville arménienne qu'au moment de la première guerre mondiale, le génocide entraînant l'afflux de plusieurs centaines de milliers de réfugiés dans la plaine de l'Ararat. Ville exsangue, peuplée de réfugiés affamés, Erevan devient capitale en 1918 mais peu d'initiatives viendront consacrer ce nouveau statut pendant la brève période de la république indépendante, mis à part la fondation de l'Université inaugurée à Alexandropol en janvier 1920, faute de local approprié dans la jeune capitale.

Mais si la première république dirigée par le parti dachnak n'a laissé aucun legs d'ordre urbanistique, sa contribution à la fonction capitale de Erevan aura été essentielle dans la poursuite de l'ethnisation du minuscule réduit territorial dévolu à l'Arménie. Comparée aux capitales des autres républiques fédérées de l'URSS, l'exceptionnelle homogénéité ethnique de Erevan à l'époque soviétique est sans doute l'un des plus durables héritages de la république de 1918-1920.

En dépit de son adhésion apparente à l'idéologie officielle marxiste-léniniste, l'historiographie soviétique s'est ensuite employée à légitimer la nouvelle capitale de l'Arménie soviétique. Le schéma historiographique établi visait alors à démontrer à la fois l'ancienneté de Erevan et son



Un édifice néo-arménien et néo-stalinien du boulevard du Nord, photo : Taline Ter Minassian

caractère « proto-arménien » : durant les années 1950, et plus encore pendant les années 1960, les nombreuses campagnes de fouilles archéologiques dans la ville même de Erevan, à Arin-Berd et à Karmir-Blour, ont ainsi permis d'attester l'antiquité de Ereboundi, forteresse fondée en 782 avant J.-C. par Argishti 1er, roi d'Ourartou. Erevan trouve ainsi en Ereboundi un précédent fondateur qui désormais sera à la base de l'historiographie de la douzième capitale des Arméniens. D'autre part, la présence à une vingtaine de kilomètres de Erevan du Catholicoosat d'Etchmiadzine, lieu de l'antique résidence royale de Vagharchapat et théâtre de la conversion de l'Arménie au christianisme au début du IV^e siècle, légitime – en dépit du contexte d'athéisme militant de la période soviétique, – le statut de capitale de Erevan.

Ce nouveau statut de capitale a été rendu tangible par l'invention d'un style architectural qualifié de « néo-arménien ». Ce style qui a perduré pendant la période stalinienne et jusqu'en 1956 constitue à la fois l'argument urbanistique et la référence esthétique de l'opération du Boulevard du Nord.





Taline Ter Minassian

Architecture et patrimoine : le style « néo-arménien »

Animée par une croissance exceptionnellement rapide, Erevan qui compte un million d'habitants à la veille de l'effondrement de l'URSS, connaît une véritable mutation à l'époque soviétique. Passant brutalement le seuil des 100 000 habitants en 1932, la population de la ville dépasse les 200 000 habitants dès la fin des années 1930. Si la ville est incapable de supporter cette pression démographique exponentielle dont les conséquences se font durement ressentir – notamment par l'indigence de l'habitat, – il reste que Erevan connaît dès le début des années 1930 des mutations architecturales fondamentales.

Certes, le régime soviétique détruit de nombreux édifices religieux mais la nouvelle Erevan se charge dans le même temps, de symboles et de monuments qui rendent tangible son nouveau statut de capitale. Pendant cette période, la ville trouve une unité architecturale à travers le style « néo-arménien » inventé par l'architecte Alexandre Tamanian (1878-1936) et poursuivi par ses divers épigones. Adeptes du néo-classicisme, formé à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg, Alexandre Tamanian



Un chantier du centre de Erevan. Au premier plan, le bâti ancien du XIX^e siècle, photo : Taline Ter Minassian





arrive à Erevan en 1919. Il se met ainsi au service de la république dachnake et rejoindra même le refuge dachnak à Tabriz, en Iran du Nord, en 1921.

La découverte de l'Arménie a alors déterminé un tournant décisif dans la carrière d'Alexandre Tamanian dont l'œuvre était déjà reconnue en Russie avant la révolution de 1917. Nommé en avril 1920 architecte en chef de la république et conservateur des ruines d'Ani, Alexandre Tamanian projette de reconstruire les villes et les villages dévastés pendant la guerre, et la nouvelle capitale de l'Arménie, conformément au style de l'architecture médiévale arménienne, hissée à partir de cette période au rang d'iconographie nationale. Encouragé par le ministre de la culture Nikol Aghbalian qui a créé une Direction des Antiquités, Alexandre Tamanian est avec l'architecte Toros Toramanian et l'archéologue Kalantar, l'un des promoteurs de la notion de patrimoine arménien. Ces notions nouvelles dans l'histoire balbutiante de l'État arménien d'héritage, de conservation, de transmission du patrimoine participent ainsi au processus de construction du territoire national en même temps qu'elles constituent une source inépuisable d'inspiration architecturale. Pendant la brève période de l'Arménie indépendante, Alexandre Tamanian n'a eu ni le temps, ni la possibilité de réaliser ses grandioses projets d'urbanisme ; mais il en a conçu les premiers plans préparatoires.

Considérant que « *l'architecture est un musée pour le peuple* », l'architecte accorde une attention particulière aux immeubles gouvernementaux et aux constructions publiques et trouve dans le tuf, un excellent matériau de construction local, qui sera à la base de la construction d'une « *ville solaire* », la nouvelle Erevan, qu'il ne pourra réaliser cependant qu'après la soviétisation de l'Arménie. Adopté en 1924, le plan de développement urbain de Erevan était déjà en gestation à l'époque de la république indépendante. Adapté à l'amphithéâtre naturel qui caractérise la topographie de la ville, ce plan prévu pour une ville de 150 000 habitants, propose de pratiquer dans le tissu urbain une chirurgie planifiée tout en introduisant dans l'architecture urbaine, cette synthèse du néo-classicisme et du « *néo-médiéval* » arménien si caractéristique du style d'Alexandre Tamanian en Arménie. Synthèse des principes de l'urbanisme russe et occidental, ce plan dessine les traits d'une ville idéale appliquant rigoureusement le principe de zonage et de répartition fonctionnelle tout en adaptant à cette ville méridionale le principe de la cité-jardin dont Alexandre Tamanian avait été précisément l'un des promoteurs en Russie.





Taline Ter Minassian

Aujourd'hui une simple flânerie dans Erevan permet de constater que ce plan, fondé sur une double centralité, a été en effet appliqué à quelques variantes près, dans le centre ainsi que dans la première couronne d'urbanisation, à l'exception notable cependant d'un axe transversal reliant les deux places principales de la ville. Cet axe diagonal reliant la place Lénine à la place de l'Opéra qui prévoyait selon le plan de Tamanian de raser une grande partie du vieux centre est précisément le boulevard du Nord. Malgré les variantes apportées au plan d'origine, les grandes lignes du plan d'urbanisme de 1924 donnaient à Alexandre Tamanian la possibilité de réaliser à grande échelle des édifices destinés aux deux ensembles nodaux du centre de Erevan : le bâtiment du Commissariat du peuple à l'agriculture, construit en 1927-1928 et inclus plus tard dans la composition générale de la Maison du Gouvernement édifée sur la place Lénine entre 1939 et 1941 ; la Maison du peuple, transformée en théâtre d'Opéra et de Ballet dont la construction – à peine entamée en 1932, – se poursuivra jusqu'en 1954. Ces deux édifices qui constituent deux variantes saisissantes du style néo-arménien ont une valeur de programme dont les thèmes architecturaux – arcades, arcatures aveugles, niches et chapiteaux, – vont résonner tout au long de la période stalinienne.

A Erevan, ce style néo-arménien inventé par Alexandre Tamanian repose essentiellement sur une combinaison du langage et du rythme classiques avec des formes empruntées à l'architecture médiévale arménienne. Ainsi, on peut reconnaître, en particulier dans les détails décoratifs de ces édifices modernes – chapiteaux, frises et rinceaux de vignes, colonnes jumelées à un seul chapiteau, – des emprunts systématiques et volontaires, à Zvartnots, Ani ou Aghtamar, monuments phares de l'architecture religieuse de l'Arménie médiévale. Le vocabulaire architectural du style « néo-arménien », sera repris tout au long de la période stalinienne par les épigones d'Alexandre Tamanian. Il résonne aussi bien sur les façades des immeubles d'habitation de l'avenue de Kiev – l'avenue stalinienne de Erevan, – d'un édifice à vocation patrimoniale comme le Matenadaran (bibliothèque des manuscrits) et des fabriques vinicoles que compte la capitale arménienne. Par sa référence à l'âge d'or de l'architecture arménienne du Moyen-Age mais aussi par sa conception soviétique, le style néo-arménien soviétique fait l'objet d'une double patrimonialité, dont procèdent des mesures ponctuelles de préservation et de restauration des édifices de prestige de la place de la République, anciennement place Lénine.





La rénovation urbaine au regard de la patrimonialisation : le boulevard du Nord, boulevard de la spéculation ?

Réalisés essentiellement au détriment du vieux quartier central de Erevan légué par l'urbanisme « colonial » russe du XIX^e siècle, les grands travaux entrepris au début des années 2000 ne portent pas atteinte à des édifices remarquables de l'époque soviétique. D'ailleurs, les acteurs de la reconstruction ne s'y sont pas trompés en légitimant l'opération de rénovation par référence au plan d'Alexandre Tamanian de 1924, icône fondatrice de la Erevan soviétique. Projet phare de la rénovation urbaine, le boulevard du Nord dont l'achèvement programmé en 2007 pour un montant déclaré en 2002 de 150 millions de dollars correspond dans sa dimension à la fois urbanistique et spéculative à une véritable opération « haussmannienne ».

Le percement de cette nouvelle artère – prévue par Alexandre Tamanian dans son plan d'urbanisme de 1924, – impose de raser l'unique vieux quartier du centre de la capitale dont les maisons datant de l'époque de l'Empire russe, souvent très dégradées, offraient un certain caractère pittoresque. Faute d'avoir pu déloger les habitants de ce quartier, les autorités soviétiques n'avaient jamais pu mener à bien la construction de cette nouvelle avenue destinée à « ouvrir » le centre ville. « *Durant 70 ans, les urbanistes ont débattu pour tenter de régler ce problème. La municipalité a organisé des concours. A Moscou, on était prêt à envoyer de l'argent. Mais rien n'y a fait : sur place ça ne bougeait pas* » explique l'un des architectes en charge du dossier. Ce problème du relogement des habitants d'un quartier densément peuplé, mais très dégradé, longtemps jugé insurmontable, a trouvé une solution grâce à la privatisation. Mais cela a suscité la résistance des habitants du centre, expulsés les uns après les autres.

Bénéficiant du soutien personnel du président Robert Kotcharian, la municipalité a constitué un fonds ouvert aux investisseurs privés afin de financer les expropriations : tout entrepreneur désirant bâtir sur la future artère est tenu de cotiser à cette caisse qui permet à la municipalité de racheter les terrains aux propriétaires² à un prix compris entre 100 et 300 dollars le mètre carré. Vendus ensuite aux entreprises privées à un

2. Sur les opérations de privatisation des logements menées entre 1991 et 1995 en Arménie et dans plusieurs républiques de l'ex-Union Soviétique : Raymond J. Struyk, « Housing Privatization in the Former Soviet Bloc to 1995 », in Gregory Andrusz, Michael Harloe, Ivan Szelenyi (eds), *Cities after Socialism, Urban and National Change and Conflict in post-socialist societies*, London, Blackwell, 1996, p. 192-213. En pratique, les





Taline Ter Minassian

tarif nettement plus élevé, jusqu'à 650 dollars le mètre carré, ces lots sont évidemment l'objet d'une intense spéculation immobilière³ qui expulse les anciens habitants du centre vers les périphéries et favorise la vente à des investisseurs « lourds »⁴, ceux qu'on appelle les oligarques, comme Ara Abramian – millionnaire réputé être ou avoir été un oligarque personnel de Vladimir Poutine, – dont la fortune tentaculaire se serait construite notamment sur l'extraction des diamants en Russie. Homme d'influence, il a fondé à Moscou en octobre 2003, l'Organisation mondiale arménienne et nourrit le plan grandiose de former à travers le monde entier des *business councils* dont l'objectif serait de promouvoir l'investissement étranger en Arménie. Basé à Moscou et conservant l'essentiel de ses activités et de sa fortune en Russie, Ara Abramian – comme d'autres *businessmen* russes⁵ d'origine arménienne, – investit à Erevan dans les secteurs de l'immobilier et de la construction⁶.

Non loin de la percée du Boulevard du Nord, le réaménagement de l'ancien magasin Tsoum sur la rue Abovian, paré de marbre vert et de verre fumé augure d'une opération de reconversion en galerie commerciale de

habitants de Erevan sont tous devenus propriétaires du logement qu'ils occupaient après la privatisation du parc immobilier.

3. En 2005, le prix des appartements de luxe sur le Boulevard du Nord s'étaient alignés sur les prix moscovites atteignant une fourchette de prix comprise entre 1 000 et 1 600 dollars le mètre carré.

4. Les conditions de la vente aux organismes de construction et l'identité des acquéreurs est un sujet d'investigation à propos duquel des journalistes de *Hetq* ont tenté d'approcher la nouvelle municipalité. Ayant demandé à voir les dossiers concernant la vente du domaine public dans le quartier de l'Opéra par les maires précédents (Vano Siradeghian, Souren Abrahamian, Albert Bazeyan et Robert Nazarian) de 1997 à 2003, leur requête a été éconduite par le maire Yervand Zakharian [« The court backs the Yerevan Mayor », *Hetq*, 22 sept. 2004, <http://www.hetq.am/eng/>].

5. Les hommes d'affaires « russes d'origine arménienne » investissent à Erevan essentiellement dans le secteur de la construction et dans la banque [« Russia as Armenia's number one strategic partner able to secure dynamic development of Armenian Economy », ARKA News Agency, 26 avril 2004].

6. Ara Abramian aurait déclaré qu'un tel *business council* se serait formé en Argentine sous la présidence du milliardaire Eduardo Eurnekian. Par ailleurs, il entretient des liens privilégiés avec la Corée du sud [Richard Giragosian, « Whose interests do Armenian oligarchs serve ? » ; « Russian-Armenian tycoon laments lack of diaspora support », *RFE/RL*, vol. 7, n° 199, 20 oct. 2003].



luxe sur le modèle du *Goum* moscovite⁷ ou du *Passage* à Saint-Pétersbourg⁸. Suivant le cahier des charges, le Boulevard du Nord est destiné à devenir une artère de prestige dotée de commerces, d'appartements de haut standing et d'hôtels. Justifiée par le rôle moteur du secteur de la construction, stimulant à la fois les investissements et les emplois, l'opération de réhabilitation urbaine, a eu pour effet d'intensifier la spéculation foncière. Acquéreurs d'appartements dans les nouveaux immeubles, les Arméniens de la diaspora de Russie et d'Iran en particulier, des États-Unis et plus rarement de France, mais aussi des Iraniens en quête d'investissements immobiliers, en sont les principaux auteurs.

Avenue piétonne bordée de hauts immeubles de « prestige » de huit étages – alors que la norme officielle serait encore comme à l'époque soviétique fixée à cinq étages, – le boulevard du Nord relie sur une longueur de 450 mètres la place de la Liberté (ancienne Place de l'Opéra) et la place de la République (ancienne Place Lénine). Cette surface de 8 hectares impitoyablement déblayée de ses habitants dont les tentatives de résistance – des barricades furent même un temps dressées, – restèrent vaines face à l'avancée mécanique des bulldozers et des pelleteuses, est censée incarner la modernité triomphante du nouvel hyper-centre de Erevan. Conçue au groupe russe *Makarios*, la construction de la première tranche du Boulevard du Nord révèle par ailleurs, les liens privilégiés que le pouvoir arménien semble entretenir avec le directeur de ce groupe, Gitas Anilionis, auquel a également été concédé le programme de développement de l'hydroélectricité en Arménie.

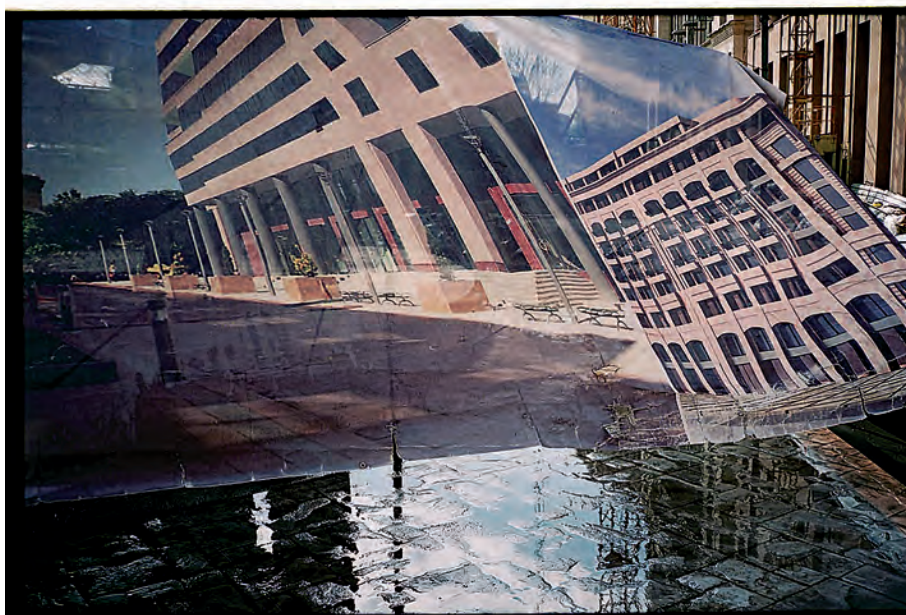
Ces grands travaux ont cependant suscité l'ébauche d'une mobilisation « patrimoniale » en faveur de la préservation du quartier dont les édifices datant du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, ont été détruits et parfois démontés. Comme le suggère ostensiblement la numérotation des éléments des façades des immeubles éventrés, la municipalité envisage en effet de reconstituer certains de ces édifices à l'écart, mais toujours dans le

7. Sur les transformations architecturales de Moscou : « Moskva vidala vsjakoe...Ob arkhitekturnom oblike rossijskoj stolitsi », in *Russkaja Mysl'*, n° 36 (4521), 7-13 oct. 2004 ; Denis Eckert, « Moscou : les mutations d'une capitale (1990-2000) » in *La Revue Russe*, 19, 2001, p. 29-36.

8. Hovig Ter Minassian, *L'évolution de la fonctionnalité urbaine de la perspective Nevski à Saint-Pétersbourg, Les enjeux de la réhabilitation urbaine*, Mémoire de maîtrise de géographie, Université Lyon II-Lumière, juin 2002.



Taline Ter Minassian



Boulevard du Nord, Photographies de Gérard Macé





centre, entre les rues Aram, Buzand et Koghbatsi, afin de créer à l'usage des touristes et des nostalgiques, un nouveau « vieux Erevan » dans le style début de siècle. Ce vieux Erevan – dont la localisation « future » n'a pas cessé de varier – serait, actuellement projeté entre la rue Abovian et la poste centrale, mais ce projet critiqué par l'ancien architecte en chef Narek Sarkissian, grand chef d'orchestre de l'opération du boulevard du Nord, n'a pas encore vu le jour. Titulaire du poste d'architecte en chef durant trois municipalités successives jusqu'en 2004, Narek Sarkissian intervient à un double titre dans l'opération du boulevard du Nord en tant qu'ordonnateur de l'opération d'urbanisme mais aussi en tant qu'architecte de la plupart des édifices qui bordent la nouvelle avenue.

D'aspect minéral, parée de tuf rose, le boulevard du Nord représente un exemple de style néo-arménien post-soviétique. Synthèse entre néo-arménien (emploi du tuf plaqué, motifs répétés des arcs, colonnes et chapiteaux arméniens schématisés) et néo-stalinien (hauteur des édifices, empilement des volumes), l'ensemble n'a rien de « moderne » comme le reconnaît Narek Sarkissian lui-même. La construction du boulevard du Nord dans un style à tonalité patrimoniale se justifie par le fait que cette artère relie deux places principales de la ville fortement dominées par le style d'Alexandre Tamanian, architecte de la Maison du Gouvernement édifiée entre 1928 et 1941 et de l'Opéra édifié entre 1926 et 1939. Le boulevard du Nord, peut enfin être considéré comme une version locale d'un type d'urbanisme répandu en Russie associant depuis les années 1990 le kitsch néo-russe au néo-stalinien. Les principaux commanditaires et investisseurs du boulevard du Nord étant pour la plupart des oligarques de Russie, la chose n'a rien d'étonnant.

Conclusion

Ainsi, la construction de grands immeubles de prestige le long de la nouvelle percée du boulevard du Nord, montre la pérennité du style néo-arménien « post-soviétique » dont l'esthétique grandiloquente et minérale cherche à moindre coût à reproduire l'impression de grandeur attachée aux édifices de la période stalinienne. Esthétiquement contestable, ce choix produit un effet de trompe-l'œil : ces façades plaquées de tuf font songer à celles d'un village Potemkine masquant la vacuité d'immeubles en béton à faible indice d'occupation. Écrivain et photographe, Gérard Macé a exposé à la Galerie Médiane à Paris en 2010, des photographies du boulevard du Nord tirant un parti esthétique de l'effet de superposition des bâches du chantier (illustrées de plans et de visions prospectives de



Taline Ter Minassian

l'avenue) avec les carcasses des immeubles en voie d'édification. Manière originale de mettre en regard l'état futur des bâtiments (comme fondus, effondrés et secoués par les éléments) et la réalité inachevée du décor de béton.

On peut laisser à Gérard Macé le mot de la fin, extrait de la brochure de présentation de son exposition.

« Ce que j'ai d'abord vu boulevard du Nord à Erevan, un soir d'avril 2009, c'est un décor en trompe-l'œil et un chantier. Des carcasses en béton néo-classiques, le long d'une artère toute neuve, dont la largeur indiquait la vocation commerciale et le prestige, étaient en partie masquées par des bâches qui montraient l'état futur des bâtiments. Décor hyperréaliste et fantastique à la fois, dans lequel le temps inversé nous donnait à voir un avenir en ruines. Décor de théâtre en plein air, secoué par les averses et le vent. Toiles peintes en ocre rose, qui transportaient l'esprit forain dans l'univers minéral. Des enseignes au néon, des vitrines illuminées, des commerces de luxe ont sans doute complété le décor de cette cité métaphysique, mais les images que j'ai prises en plein jour témoignent à jamais d'un goût pour l'inachèvement, en même temps que d'un doute vis-à-vis de l'avenir dont le rêve à la légèreté des toiles, et la réalité l'apparente solidité du béton. Ai-je vu tout cela, dans la fraction de seconde où l'appareil capte la lumière ? Difficile à dire aujourd'hui, mais ce qui est sûr, c'est qu'une image est plus complexe et plus subtile que ce l'on voit, parce que l'appareil enregistre la vie de l'esprit en même temps que le réel, et parce qu'une image digne de ce nom continue à se développer mentalement. C'est ainsi que le boulevard du Nord aujourd'hui n'est plus situé seulement à Erevan et qu'il évoque pour moi la ville en loques dont rêvait Michaux, autant que les ruines circulaires dont parle Borges »⁹.

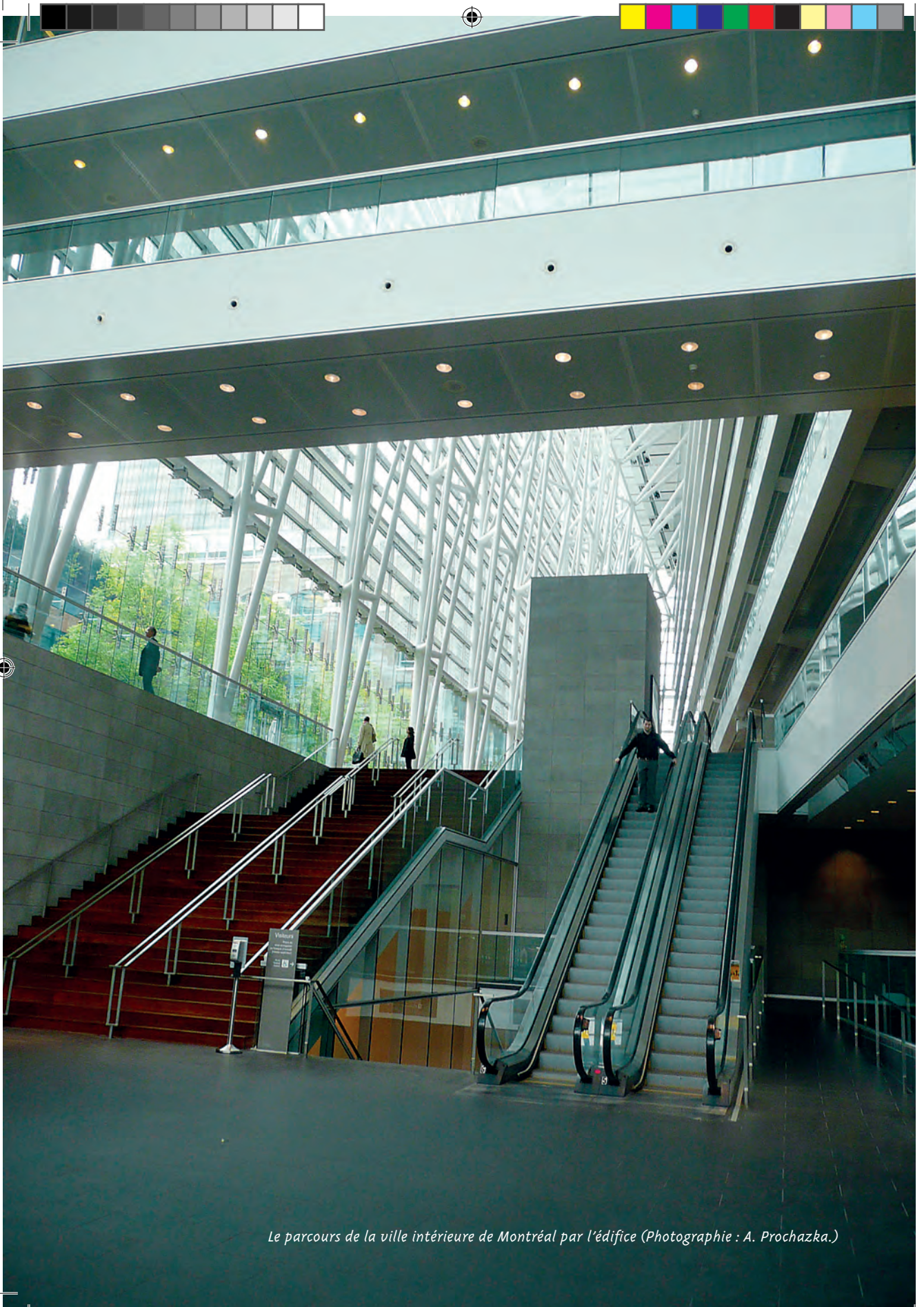
9. Gérard Macé, présentation de l'exposition *Boulevard du Nord, Erevan 2009*, Galerie Médiane, Paris, 8 avril –19 juin 2010.





Patrimoine soviétique et rénovation arménienne





Le parcours de la ville intérieure de Montréal par l'édifice (Photographie : A. Prochazka.)



RENOVATION URBAINE NOUVELLE GENERATION

le cas du quartier
international de Montréal

Alena Prochazka

Alena Prochazka, détentrice d'un Ph.D. et d'un Master of Architecture (M. Arch.) est Professeure associée au Département d'études urbaines et touristiques, associée de recherche à la Chaire du Canada en patrimoine urbain (Université du Québec à Montréal), Chargée d'enseignement à l'École d'architecture (Université de Montréal). Elle a été lauréate du prix Phyllis-Lambert (2009) pour la meilleure thèse de doctorat portant sur l'histoire de l'architecture au Canada. Elle est actuellement récipiendaire d'une bourse post-doctorale (2011-2012) du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture.

L'identité urbaine fait partie des phénomènes qui ont une incidence sur la place des villes dans les nouveaux espaces et flux de la mondialisation. Le sociologue Manuel Castells écrivait d'ailleurs, il y a plus d'une décennie :

« [D]eux forces contraires sont en lutte pour remodeler notre monde et nos vies : la mondialisation et l'identité.[Au sein de] la société en réseau [...], de puissantes manifestations d'identités collectives sont venues défier la mondialisation et le cosmopolitisme, au nom de la singularité culturelle et du contrôle des individus sur leur vie et sur leur environnement¹. »

Tout récemment, dans le dossier intitulé *Radicalement neutre* du dernier numéro de la revue *d'architectures (d'a)*, on s'interroge sur les vertus de l'architecture non spécifique qui est en vogue. Nasrine Seraji, directrice de l'École d'architecture Paris-Malaquais, se dit inquiète qu'au nom de l'architecture dite durable, obéissant aux règles normées qui supposent une neutralisation des spécificités

1. M. Castells, *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999, p. 11-12.



Alena Prochazka

(spatiales, contextuelles, matérielles, sociales, etc.), c'est-à-dire « qu'au nom du neutre, [on ne] fini[sse] par arriver au néant² ».

Nous appuyant sur les résultats de nos récents travaux³, nous tenterons de montrer comment ces préoccupations se déclinent à Montréal.

Les emblèmes de Montréal

Métropole du Canada jusqu'au milieu du XX^e siècle, Montréal est aujourd'hui, après Toronto, la deuxième ville en importance au Canada. À mi-chemin entre l'estuaire du fleuve Saint-Laurent et les Grands Lacs que le Canada partage avec les États-Unis, la ville est sise sur l'une des grandes îles de l'archipel Hochelaga, au confluent du fleuve et de la rivière Outaouais. L'île qui s'étire sur 50 kilomètres de longueur est peuplée de 1,9 millions d'habitants au sein d'une région métropolitaine dont la population est près du double – la Communauté métropolitaine de Montréal tient son nom du Mont-Royal, nommé ainsi par les explorateurs français qui y découvrirent un établissement iroquois, Hochelaga. Symboliquement, l'île, avec une montagne en son centre comme mythe fondateur, est une terre distincte de son arrière-pays perçu comme sauvage. Malgré à peine 80 m au-dessus du plateau du centre-ville, la Montagne, comme on la nomme sans doute abusivement, est le premier symbole physique de Montréal : son territoire naturel demeure le principal objet des efforts visant la protection patrimoniale. Grâce à cette configuration à la fois physique et idéale s'installe, entre la Montagne et la ville, le principe de « voir et de donner à voir » (fig. 1 et 2).

2. N. Seraji, « Au nom du neutre, on va finir par arriver au néant », *d'architectures*, le magazine professionnel de la création architecturale, 191, mai 2010, p. 35.

3. A. Prochazka, *Le projet urbain vu comme catalyseur identitaire. Analyse de contributions récentes à la montréalité (1999-2003)*, thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 2008 ; *Id.*, « Les mutations des traits de la montréalité contemporaine : le cas des couronnements architecturaux », *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, 2, Ottawa, 2007, p. 13-18 ; *Id.*, « La montréalité dans tous ses états », in Bill Marshall (dir.), *Montreal-Glasgow*, Glasgow, University of Glasgow French and German Publications, 2005, p. 31-52 ; *Id.*, « L'Éperon sur la pointe à Callière : hommage à un édifice disparu ou contextualité réinventée ? Une analyse génétique du projet de l'architecte Dan S. Hanganu », *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, 3-4, 2002, p. 3-13 ; *Id.*, « Emergent Paradigms of Montreal's Ideational Landscape of Identity: Tensions Between Local and Global in Contemporary Architectural Practice », *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, sous presse.





Le Quartier international de Montréal



Fig. 1 Vue de Montréal depuis le mont Royal (Source : site Internet [www.en.wikipediacommon]).



Fig. 2 Vu du mont Royal depuis le port de Montréal. (Source : site Internet Le Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal, photographe Robert Paquette).

En raison de la ténacité de la présence idéale de cette montagne – car les autorités ne permettent pas qu'elle soit occultée par l'élévation incessante du bâti urbain, – les repères historiques, tels la basilique Notre-Dame de Montréal (1828), l'édifice de la *New York Life Insurance* (premier « gratte-ciel » montréalais avec ses huit étages desservis par ascenseur, 1888), et l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal (1937), restent relativement dans l'ombre. En conséquence, les objets urbains qui façonnent l'image de Montréal sont plutôt contemporains qu'historiques. Et, à l'instar du précédent que constitue la Montagne, Montréal se mire dans ses icônes, au propre comme au figuré. En voici trois exemples. Le Stade olympique (1976), œuvre fort contestée de l'architecte français Roger Taillibert, n'en demeure pas moins l'une des images fortes de Montréal. L'observatoire couronnant sa tour-mât joue en contrepartie avec le sommet du Mont-Royal. Le célèbre complexe Habitat '67 conçu par Moshe Safdie se mire dans le Vieux-Port et ses silos à grains qu'admirait Le Corbusier. La sphère du dôme géodésique érigé pour le pavillon américain de l'Expo '67 par Buckminster Fuller figure aussi parmi les icônes de la ville et participe de cette relation dialogique entre la ville et ses icônes. En revanche, aucun des gratte-ciel du centre-ville moderne n'a ici une valeur iconique distinctive : la Montagne les en aura en quelque sorte empêchés.



Alena Prochazka

L'identité du paysage urbain montréalais

Les Montréalais cultivent l'identité très affirmée de leur ville qui se décline au-delà des éléments iconiques. Cette identité subit cependant des mutations qui sont au cœur de nos recherches et pourraient se résumer ainsi : comment les projets d'architectes et de designers urbains contribuent-ils à ces mutations qui donnent lieu à différentes figures de l'imaginaire identitaire entre la ville et son image ? Dit autrement : comment, superposée au-dessus de la ville physique – qui se transforme constamment et parfois d'une manière brutale –, la présence d'un paysage idéal de représentations, d'idées et d'images conditionne-t-elle notre façon de concevoir la ville et, ultimement, de la vivre ? L'identité urbaine est bien sûr portée par les représentations des figures urbaines iconiques, mais elle est aussi portée par une qualité diffuse, une sorte de personnalité conférée par un effet de série de certains traits du bâti.

À ce titre, la présence du boulevard Saint-Laurent est révélatrice. Nommé « la Main » (pour rue principale, venant de l'anglais *main* et transféré en un anglicisme bien québécois), il est l'une des icônes historiques qui figurent parmi les représentations désignant la ville et à ce titre le plus intimement reconnu par les Montréalais.

Cette artère parcourt l'île, depuis le sud jusqu'au nord de la ville, scindant en son milieu la ville historique en deux territoires jadis culturellement distincts : à l'est, les quartiers résidentiels francophones, à l'ouest, la ville anglophone des quartiers d'affaires et des quartiers résidentiels cossus. Encore aujourd'hui, même les numéros des adresses commencent là et remontent de chaque côté sur les 30 kilomètres des longues rues est-ouest. Autour de cet axe de convivialité urbaine s'installent des événements extérieurs qui occupent par intermittence les rues. Montréal possède relativement peu de rues exclusivement piétonnes, mais nombreuses sont celles fermées à la circulation motorisée lors des fréquents festivals et fêtes.

À l'est, donc, prime l'architecture caractéristique de la partie francophone : des plex à la victorienne – maisons en bois à revêtement majoritairement de brique (ou avec seule la façade sur rue en pierre de taille pour les plus huppées) – flanqués d'escaliers torsadés typiques et surmontés de corniches et de tourelles. À l'ouest, dans la partie traditionnellement anglophone, prédomine le revêtement de pierre calcaire grise locale dite « pierre de Montréal ». Pour d'autres couleurs et nuances locales, Montréal possède, comme toute ville nord-américaine cosmopolite, son Quartier





chinois et sa Petite-Italie, ainsi que d'autres quartiers perçus comme ethniques. C'est principalement sur les traits architecturaux du tissu urbain que repose le caractère de cette ville densément bâtie avec ses édifices de trois ou quatre étages en contiguïté constituant des quadrilatères allongés avec ruelle intérieure. Cette ville dite victorienne est devenue, dans les années 1970, le canon de l'identité urbaine de Montréal.

Les figures de l'identité urbaine montréalaise

Au Québec des années 1960, la rénovation urbaine à Montréal bat son plein : grands projets d'édifices et d'infrastructures s'imposent dans la ville existante. Le dessein des décideurs est de conférer à la ville un caractère de grande métropole internationale pour accueillir l'exposition universelle de 1967.

Dans la foulée, le projet de modernisation que pilote le maire Jean Drapeau depuis la fin des années 1950 a pour effet le déplacement du centre depuis le quartier historique vers un quartier d'affaires en cours de reconstruction où se situera désormais le centre-ville. Le chantier catalyseur de ce nouveau secteur fut celui de l'édifice Place Bonaventure dont le processus de conception par l'architecte Ray Affleck se déroulait simultanément à sa construction en un temps record de deux ans. Au moment de son inauguration en 1967, ce méga bloc à façades presque entièrement aveugles était, avec ses 300 000 m² d'espace locatif, le plus grand immeuble au monde, surclassant même l'Empire State Building. Une véritable ville en soi, logée dans une masse compacte coupée des quartiers environnants, elle contient un programme novateur⁴, dont des galeries marchandes sous la forme de rues intérieures sur chaque étage.

La ville souterraine, héritée de cette période des premières rénovations urbaines d'envergure, est engendrée par les super-blocs urbains au-dessus de la gare des trains. Elle demeure encore l'un des emblèmes de la singularité de Montréal. Accessible depuis 155 points d'entrée sur rue, cette ville intérieure, l'une des plus grandes au monde, comprend un réseau piétonnier composé de 32 kilomètres de corridors, de places intérieures et de tunnels ; un lien avec dix stations de métro, deux gares ferroviaires et

4. Construit au-dessus de la gare centrale ferroviaire, le complexe abrite une place publique intérieure reliée à une vaste station de métro, un centre commercial avec un hall d'exposition à deux niveaux, des bureaux et un hôtel de 400 chambres avec un jardin et une piscine sur le toit.





Alena Prochazka

deux gares régionales d'autobus, 62 complexes immobiliers du centre-ville et plus de 10 000 places de stationnement public intérieur.

À l'aune de l'idéologie progressiste s'est formé durant les années 1960 le premier ensemble délibéré d'idées, d'images et de stratégies qui sont mises de l'avant pour construire de toutes pièces une nouvelle identité de Montréal inscrite dans le bâti. Cette aventure qui entraîne la perte de plusieurs secteurs du tissu de la ville existante contribue néanmoins, grâce aussi aux événements internationaux de l'Expo '67 et des Jeux olympiques de 1976, à la prise de conscience du rôle touristique du Vieux-Montréal et, donc, de sa conservation.

Entre-temps, le Vieux-Montréal est aussi l'objet sinon de rénovation urbaine, du moins de spéculations en ce sens. Grâce à quelques visionnaires, le secteur échappe à la fièvre des démolitions qu'auraient entraînés des projets proposés. Résultat : l'intention de faire passer une autoroute étagée entre le quartier historique et le fleuve Saint-Laurent (fig. 3), et supposant la démolition complète du marché Bonsecours, est écartée. Ce bâtiment demeure aujourd'hui l'une des icônes du quartier historique et du panorama sauvé.

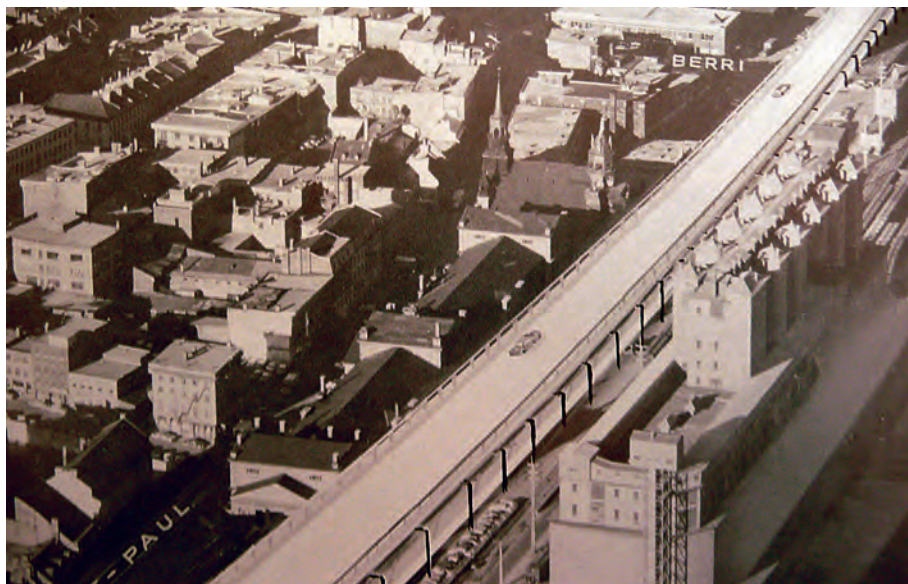


Fig. 3 L'autostrade étagée projetée entre le quartier historique et le fleuve Saint-Laurent, détail. (Source : Lalonde & Valois, Projet d'une autostrade est-ouest, en bordure du fleuve Saint-Laurent, 8 janvier, 1958).





On propose alors de détourner la circulation rapide au nord du Vieux-Montréal. Dans la foulée de cette première génération de rénovation urbaine, le bâti existant cède la place aux ouvrages d'ingénierie. Cette phase est accompagnée de démolitions massives et de déplacements de logements des populations ouvrières. L'aménagement en tranchée profonde d'une portion de l'autoroute occasionne une rupture dans le cadre bâti et dans le tracé de rues. Seul un centre des Congrès construit sur dalle portante recouvre une portion de l'autoroute. Des images d'époque montrant le projet déposé dans le bâti environnant à la manière d'une soucoupe volante témoignent de l'accueil critique d'une telle opération. De vastes aires de stationnement extérieur occupent le reste des lots expropriés et rasés. D'aucuns parlent d'une « ville bombardée ».

En réaction, et dans le sillage des penseurs postmodernes, comme partout dans le monde, les professionnels de l'aménagement et les défenseurs du patrimoine – suivis du grand public – prônent le retour à la ville traditionnelle, notamment la requalification, la réhabilitation, la reconstruction des quartiers abîmés et la patrimonialisation tous azimuts. Une posture doctrinale impose désormais que tout projet nouveau s'intègre au contexte du bâti existant. Une nouvelle idée de l'identité montréalaise est déclinée. À la suite de Melvin Charney, architecte, artiste et enseignant à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, le terme montréalité / *montrealness* est consacré. La montréalité est en fait une sorte d'ensemble d'idées touchant la contextualité investie dans le bâti. Comme le dit Melvin Charney :

« Ce qui a débuté dans les années 50 avec le pressentiment qu'il existe des rapports entre les édifices et leur milieu environnant, s'affirme vers le milieu des années 60 dans un 'contextualisme' physico-spatial de toute la création architecturale contemporaine. Ces démarches contextuelles ont été par la suite élargies à la spécificité urbaine, temporelle et symbolique de l'architecture⁵. »

Au cours des années 1980 s'établit alors un nouveau référent, culturaliste cette fois, de l'imaginaire identitaire montréalais. Cette posture devient une idéologie normative lorsqu'elle se voit imbriquée dans le Règlement

5. M. Charney, « À qui de droit : au sujet de l'architecture contemporaine au Québec », *ARQ Architecture-Québec*, 5, janv.-fév. 1982, p. 12.





Alena Prochazka

d'urbanisme qui, de ce fait, rend malaisée la défense des interventions architecturales de facture contemporaine.

Désormais, en toile de fond de la conception des nouveaux projets, coexistent trois manières d'exprimer la montréalité, c'est-à-dire trois univers de référence qui ont marqué l'histoire de l'édification de l'identité urbaine de Montréal.

L'approche patrimoniale, née avec les luttes pour la sauvegarde du patrimoine architectural, demeure centrée sur les référents historiques locaux et le maintien des édifices anciens. L'approche typomorphologique, attentive au vernaculaire urbain, propose un ensemble de référents centrés sur le respect des traits du tissu urbain existant dans toute construction nouvelle. L'approche progressiste évolue dans l'univers du style international. Sous l'influence de la culture architecturale globalisée, elle donne lieu à des réalisations libres de références au contexte d'insertion des nouveaux édifices. Les projets issus de cette posture profitent alors soit de mécanismes exceptionnels de réglementation, soit de la *bigness* selon Rem Koolhaas, où l'échelle et le « monolithisme prétendent esquiver les problématiques d'insertion ou d'allégeance au contexte⁶ ».

Pendant les années 1990 et au-delà, la production de la ville est restée dépendante de ces postures. Les trois images du carrefour des avenues du Parc et des Pins, prises à dix puis quarante ans d'intervalle (fig. 5-7), sont révélatrices des transformations et des mutations de l'idée de l'identité de la ville et des dérives qui en ont résulté. Ce carrefour, après avoir été l'objet de la première génération de rénovation urbaine – monumentale et inutile pour un tel carrefour, – a été reconstruit à l'identique, en 2009, les réverbères y compris. Ce tout petit projet fut une véritable saga qui a vu des générations d'étudiants des écoles d'architecture et des concours de professionnels réfléchir sur une manière contemporaine de résoudre cet aménagement urbain somme toute anodin, mais dont l'importance symbolique a pris des proportions excessives.

Édification de la ville et continuité identitaire

On l'aura compris, attentive à toute trace du passé, la société québécoise est sensible à la construction identitaire. Celle-ci peut être vue comme un processus : une identité n'est pas acquise définitivement. Comment alors maintenir le caractère du paysage bâti d'une ville tout en accueillant l'expression contemporaine ?

6. N. Seraji, *loc. cit.*, p. 35.





Le Quartier international de Montréal



Fig. 5 Le carrefour des avenues du Parc et des Pins en 1956. (Source : Archives municipales de Montréal).



Fig. 6 Le carrefour des avenues du Parc et des Pins en 1988. (Source : Archives municipales de Montréal, photographie F. Brunelle).



Fig. 7 Le carrefour des avenues du Parc et des Pins en 2010. (Photographie : A. Prochazka).

Dès les années 1970, l'historien suisse de l'architecture et de l'urbanisme André Corboz, qui enseigne quelques années à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, se demande « comment l'émergence affronte la tradition⁷ » par l'entremise d'interventions architecturales contemporaines

7. A. Corboz, *L'invention de Carouge 1772-1792*, Lausanne, Payot, 1968, p. 10.





Alena Prochazka

dans le contexte du Vieux-Montréal⁸. Trois décennies plus tard, nous avons examiné la pensée architecturale qui sous-tend, dans quelques cas d'espèce de projets récents à Montréal, le rapport entre le projet, son contexte physique et les représentations qu'il suscite. Réalisée entre 1999 et 2003 à l'orée de la vieille ville, la reconstruction d'un des quartiers abîmés par le passage de l'autoroute Ville-Marie, construite en 1967, est l'œuvre de l'agence d'architecture et de design urbain Daoust Lestage. En plus de la requalification du domaine public, ce projet comprend la construction du nouveau complexe de la Caisse de dépôt et placement du Québec (le Centre CDP Capital est l'un des premiers bâtiments certifiés LEED⁹ EB-Or au Canada), l'agrandissement de l'ancien Palais des congrès, la réhabilitation de tous les bâtiments existants en état de servir et le maintien de quelques façades jugées d'intérêt patrimonial. Ce projet recouvre la faille créée par l'autoroute, retisse le réseau des rues et des parcours piétonniers, offre de nouveaux segments de la ville intérieure en plus de plusieurs étages de stationnement souterrain. Le projet urbain du Quartier international de Montréal ouvre, sous les signes de l'hybridation et du renouvellement, la possibilité d'une continuité identitaire grâce aux mutations que le projet a imposées à l'idée même de la montréalité, donc aux critères d'intégration des nouveaux projets dans le contexte bâti existant. Nos analyses ont montré que les projets du Quartier international, avec les nouveaux édifices de la Caisse de dépôt et placement du Québec et de l'agrandissement du Palais des congrès sis dans une enfilade d'espaces publics cohérents et requalifiés, constituent un exemple de la production de la ville à l'aune de la tension entre la continuité et la novation. Au lieu de recourir à l'émulation de l'existant, la singularité du paysage urbain est assurée grâce aux mutations génétiques des traits identitaires.

En consultant des milliers de documents élaborés à l'occasion des projets et retraçant la pensée architecturale des concepteurs à l'œuvre, il est possible de rechercher des indices de transformation de l'imaginaire identitaire. Il devient alors possible d'établir les filiations entre projets et représentations. En accord avec la doctrine promue par la deuxième

8. A. Corboz, « Du bon usage des sites historiques », *Vie des arts*, XIX, 76, automne 1974, p. 14-19.

9. Le *Leadership in Energy and Environmental Design* (LEED) est un système nord-américain de standardisation de bâtiments à haute qualité environnementale créé par le *US Green Building Council* en 1998. Un bâtiment peut atteindre quatre niveaux : certifié, argent, or ou platine.





génération de la rénovation urbaine, la requalification du quartier a favorisé la reconstitution de rues, une compacité retrouvée du bâti, et la mixité de fonctions. Les places et les squares reforment un espace urbain convivial. De plus, le projet a permis que la construction reprenne dans le secteur : des immeubles de logement ont remplacé des parcs de stationnement dans les lots déconstruits, et tout cela dans la logique de la ville traditionnelle. La novation ici ne tient pas aux formes architecturales mais plutôt au fait que la reconstruction du quartier international a imposé de nouvelles traductions des figures identitaires.

Les mutations de la montréalité

Quelques exemples permettent de saisir comment se sont noués d'un côté les représentations sur la ville et de l'autre la culture architecturale contemporaine.

La ville intérieure, née de la doctrine progressiste, est complétée par des parcours alternatifs traversant les édifices (fig. 8, p 162), tantôt au rez-de-chaussée, tantôt grâce à de véritables ponts suspendus au-dessus d'anciennes rues reconfigurées. Cette richesse de parcours associant espace public extérieur et intérieur est inspirée de l'idéal organique de Giambattista Nolli préfiguré dans son Plan de Rome (1748). Mais, par la superposition en multiples niveaux, elle évoque également l'idéal progressiste de la ségrégation des circulations. Dès lors, associant l'urbanisme culturaliste et l'urbanisme progressiste, émerge une qualité nouvelle de la ville intérieure montréalaise. Elle pourrait donner lieu – si d'autres projets s'inspiraient de ce modèle, – à une nouvelle caractéristique de la montréalité. Pour son projet au concours international de la Bibliothèque nationale du Québec – qui n'a malheureusement pas été retenu, – Christian de Portzamparc a suivi cette particularité montréalaise et confirmé son intérêt pour les interstices urbains.

Un autre exemple de rencontre est l'idée du toit habité (chère aux modernes) et celle du couronnement classique. Le projet de la Caisse de dépôt de Daoust Lestage renouève en effet l'image des corniches et faux-combles habitables à la victorienne considérés comme typiques de Montréal. Alors que les dispositifs architecturaux couronnant l'édifice appartiennent à la culture architecturale actuelle et tirent profit de trois sources de l'évolution du XX^e siècle : l'immeuble à gradins, le toit-terrace et le concept de la cinquième façade – c'est-à-dire, la toiture visible depuis le bâti environnant, – cette forme des nouvelles toitures montréalaises



Alena Prochazka

décline également l'idéal classique de composition d'un bâtiment – en corps, base et couronnement / toiture.

Liée à l'imagerie identitaire des couronnements victoriens, le projet de Daoust Lestage en montre une déclinaison contemporaine, à savoir le toit-terrace avec un étage en retrait et un toit vélum en surplomb dont naît une sorte de super corniche habitable appelée à couronner le corps du bâtiment. Depuis, ce dispositif architectural est repris en abondance dans d'autres projets récents. Or, le caractère d'une ville se construit par ces répétitions. La construction identitaire du paysage urbain évoque les propos de Rem Koolhaas¹⁰ selon lequel, l'architecture déploie, dans la ville contemporaine, une variété ennuyeuse au milieu de laquelle la répétition devient audacieuse et stimulante.

Une mutation semblable affecte la référence à l'usage de la pierre grise dite « de Montréal ». Une nouvelle génération d'édifices avec mur-rideau de verre témoigne que ses auteurs sont plus soucieux de répondre au contexte montréalais que de reproduire la première génération d'édifices à parois de verre des années 1970 et 1980. Dans le projet de la Caisse de dépôt, notamment, l'intention de l'architecte est de transposer, en rappel au contexte, une qualité expressive des systèmes constructifs en maçonnerie de pierre de taille. Par le dédoublement de la paroi de verre et par les jeux d'ombres entre bandes opaques et creux transparents, l'apparence d'épaisseur propre à la matérialité de la maçonnerie de pierre est suggérée. Là encore, d'autres projets plus récents recourent à cette technique.

On pourrait faire les mêmes observations de rappel, de déclinaison et de réemplois au sujet des balcons et des escaliers torsadés typiques de Montréal transposés dans des dispositifs contemporains d'accès au dehors depuis chaque lieu de vie (car telle était le but à l'origine de ces extensions et de ces escaliers).

Il en va de même concernant la présence du verre de couleurs vives dans l'architecture montréalaise : le vitrail et la lumière colorés font depuis longtemps partie du paysage urbain de Montréal et ponctuent l'espace public de la rue et des places. La verrière multicolore tenant lieu de la façade urbaine du nouvel agrandissement du Palais des congrès est une traduction contemporaine de ce trait identitaire. Cet investissement artistique de la part des concepteurs de l'édifice symbolise pour certains la place que tient le facteur latin dans l'imagerie montréalaisante. La couleur

10. N. Seraji, *loc. cit.*





Le Quartier international de Montréal

et la lumière comme matériaux du bâti pourraient s'avérer des caractères d'une montréalité exubérante qui a été mise à jour dans le projet du Palais. Il semblerait, considérant la référence manifeste à la composition chromatique dans le logo récemment proposé pour le Grand Montréal, que la façade du nouveau palais des congrès par laquelle les concepteurs et les promoteurs proposent de symboliser, à l'enseigne de sa présence colorée, le renouveau international de Montréal en confirme la charge identitaire.

Conclusion


Au total, la notion de projet urbain prend un sens qui mène au-delà d'une solution concrète pour construire un morceau de ville. Cet autre projet de ville serait à envisager plutôt telle une empreinte génétique (le terme anglais *blueprint* en ferait une image plus architecturale). Ce projet urbain constituerait alors un ensemble de figures, de dispositifs et de stratégies pour construire, entre la continuité et l'innovation, un paysage urbain cohérent.







VUES d'ici & d'ailleurs



Regardons maintenant devant nous, à la lumière de ce qui se fait ailleurs. Les villes moyennes sont des richesses. La preuve, elles changent. Mais elles sont trop timides, à l'abri de l'État ou du regard des grandes sœurs métropolitaines. L'ANRU est pourtant une chance de réécrire autrement l'histoire.





VILLES MOYENNES EUROPEENNES QUELLES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

et selon quels jeux
d'échelles ?

Bruno-Henri Vayssière

Bruno-Henri Vayssière est diplômé de Sciences-po Paris, architecte, ancien élève de la Casa Velazquez, il est Professeur d'Aménagement et d'Urbanisme à l'Université de Savoie depuis 1998 après plus de vingt ans à l'Institut d'Urbanisme de Paris comme Maître de Conférences. Il a dirigé à Genève la Fondation Braillard spécialisée en analyse urbaine (2001-2009). Ses recherches portent sur les approches économiques et organisationnelles des dynamiques territoriales. Il a également beaucoup publié sur les grands ensembles périphériques, sur le patrimoine et sur le tourisme urbain. Il est le coauteur avec Gilles Novarina d'un ouvrage sur les projets urbains européens comparés.

Vu depuis la Suisse et la Savoie, donc de l'ancienne Lotharingie, tout comme pour une grande partie de l'Allemagne, du Benelux et de l'Italie du Nord, l'héritage d'un réseau tenu de villes moyennes équilibrées et plutôt bien connectées entre elles a de quoi faire pâlir d'envie le lecteur français, anglais ou espagnol. En effet, un excellent réseau routier (parfois doublé de RER et autres *Inter city* – mais là beaucoup moins en France ... la Haute-Savoie n'a aucune ligne SNCF à double voie !) met à moins de trente-quarante minutes des grappes de 3 à 6 villes moyennes en accessibilité directe, toutes ayant entre 100 000 et un million d'habitants. Un cas d'école suffit à comprendre de quoi il s'agit : le mari travaille à Grenoble, la femme à Annecy ou à Lyon, voire à Genève, ils habitent à Chambéry avec des adolescents étudiants éparpillés entre ces quatre villes, voire plus loin (Lausanne ou Saint-Étienne). Bref, nous avons là, dans des rayons de 50 à 100 km., presque l'idéal revu et corrigé de l'optimum entre emploi(s), résidence(s) / pluriel ici pour les enfants) et mobilités (douces / surtout chez nos voisins, voir *supra*). Aux États-Unis sur la côte Est, cela fait plus de cinquante ans que les aires urbaines optent pour un rayon de 100 miles soit un diamètre de plus de 320 km : Baltimore et Washington (plus tout à fait des villes moyennes, certes) sont donc couplées depuis toujours ; mais, en restant ici dans un cadre européen, il est frappant de



Bruno-Henri Vayssière

constater qu'un certain nombre de villes moyennes dotées de leurs institutions et patrimoines peuvent presque parler la même langue entre elles, construction européenne de surcroît oblige.

Les Savoies concurrentes

Toutefois la réalité est plus complexe, parfois éloignée des synergies heureuses et optimales que l'on aimerait rencontrer plus fréquemment. Les rivalités territoriales subsistent fortement, agrippées à des découpages et donc à des rivalités administratives puis fiscales que le jeu de la concurrence entre les villes ne fait que stimuler de plus en plus depuis vingt ans.

C'est ainsi que l'Université de Savoie demeure écartelée entre deux préfectures quasi antinomiques, la vieille capitale des États et du Sénat (Chambéry), fief administratif endormi, aux mains du PS depuis 1977 — en dehors d'un bref retour au RPR entre 1983 et 1989), — et la dynamique petite tête de pont française face à Genève (situé à 15 mn d'autoroute), dont le maire jumeau d'Annecy-le-Vieux, Bernard Accoyer, est surtout Président de l'Assemblée nationale actuelle. Ce n'est pas la tentative d'Assemblée des Pays de Savoie, néologisme et fusion symbolique sans réel pouvoir des deux Conseils Généraux — à l'initiative d'Hervé Gaymard, l'autre poids lourd politique local, — mais du sud, naguère en cour à Paris, qui va résoudre cette rivalité, d'autant plus exacerbée qu'Annecy a un réseau d'entreprises beaucoup plus dynamiques qui collabore et subventionne activement un certain nombre d'instituts et de laboratoires situés sur son site. Donc là, en bons structuralistes des proximités différenciés, anneciens et chambériens se détestent comme tous les voisins proches (voir les votes au parlement, unanimes, sauf les députés de la préfecture concurrente, pour chaque tunnel alpin, Fréjus puis Mont Blanc, à la fin des années soixante). Mais, ils préfèrent encore jouer le jeu de l'union sacrée face à la capitale régionale, Lyon, en lui proposant, première nationale, une esquisse de sous-région dont l'autonomie reste fictive. Je ne suis d'ailleurs pas loin de penser, preuves à l'appui, que j'ai été élu professeur à l'université de Savoie sans autres formes de procès, essentiellement parce que je n'étais ni grenoblois ni lyonnais — contrairement à presque tous les autres concurrents, — et à peine très secrètement genevois, camouflé par trente ans d'université parisienne.

Et, ce qui est hélas vrai pour l'université, plus qu'écartelée avons-nous dit, tout comme pour les grands enjeux d'infrastructures (par exemple, le futur TGV Lyon-Turin de Louis Besson le chambérien qu'Annecy, qui sera encore plus mal desservie qu'aujourd'hui, sauf par Genève, n'est pas





trop triste de voir remis aux calendes grecques) est aussi vrai pour les OPAC HLM (en totale opposition tant sur la forme que sur le fond), les CAUE (l'un richissime, l'autre sans taxe), les stations de ski (là encore elles n'ont rien à voir, villages boostés en haut, périphéries d'un plan neige étatique en Savoie, sans omettre les candidatures aux J.O. / Allevard seule en 1992, et juste un semblant d'appendice savoyard pour Annecy 2018 grâce à la piste de Bobsleigh de la Plagne unique en France), les politiques agricoles (fort loin d'être communes), les modes de gestion des lacs (Le Bourget est devenu l'antithèse de celui d'Annecy tant pour les rives que pour les milieux aquatiques). Au moins là, la diversité à 30 km d'intervalle permet de réjouir les amateurs de micro différences ! Seules les très grosses infrastructures (du type autoroutières) décidées stratégiquement à Paris, mettent les frontières absurdes à bas (et encore, pas pour les aéroports gérés eux par des CCI concurrentes, comme nous allons le voir plus bas).

Territoires proches ... et si lointains

Les frontières départementales ne sont rien toutefois à côté des nationales, puisqu'Annecy la genevoise n'arrive pas encore pour sa zone nord du département à mettre en chantier de vrais accords hospitaliers, universitaires ou fiscaux avec la Suisse dont le tropisme est chaque jour pourtant de plus en plus fort. Ici, hélas, contrairement à des villes moyennes transfrontalières qui ne fonctionnaient pas encore en réseau et que les INTERREG européens ont réanimé (dans le Nord, l'Est, le Comté de Nice, les deux Catalogne, française et espagnole), et malgré de pléthoriques assemblées d'élus de part et d'autres (près de 300 au total !), il n'y a rien de nouveau depuis les zones franches napoléoniennes, franges dorénavant un tantinet obsolètes.

Sur les rives du Léman, c'est presque encore pire entre Lausanne et Genève, la première ayant été traitée de « rupestre » par un maire de la seconde ! Les oppositions entre Cantons suisses sont de surcroît fiscales (puisqu'ils sont autonomes et donc concurrents), sans parler des universités, purement cantonales. Seule l'École Polytechnique Fédérale, sous la tutelle directe de la Confédération, mais située dans la seule périphérie lausannoise, aurait pu amoindrir les rivalités ancestrales. Au contraire, elle les a ravivées vivement eu égard à son succès phénoménal. Tous les Romands ont ri jaune lors de la projection d'un film reprenant dans une version moderne le mythe de Roméo et Juliette dans lequel la famille du jeune homme, genevois, s'oppose au mariage avec une jeune





Bruno-Henri Vayssière

vaudoise — prétexte dirimant et bien plus puissant que l'apparence : le jeune fille est noire et a été adoptée...

Et, là encore, la liste est loin d'être close : en matière de transport, de sites logistiques, de services d'excellence, comme pour les recherches hospitalo-universitaires, tout est doublonné. Les pires ennemis des chercheurs en histoire de la médecine de Lausanne sont ceux de Genève ! Dans sa sagesse parisienne centralisatrice, l'État français a du moins évité tout hôpital universitaire en Savoie, vrai nerf de la guerre universitaire, et donc condamné l'Université de Savoie à demeurer lilliputienne alors qu'elle a plus d'étudiants que celle de Genève (14 000 contre 13 000 mais, en Suisse moins de 20 % d'une classe d'âge accède au Supérieur). Seul — relief oblige, — l'aéroport demeure genevois... parce qu'en France. Mais, comme il est saturé, il faudrait des compléments avec celui d'Annecy, abandonné (et qui pourrait sans dommage récupérer toute l'aviation d'affaire romande, très lucrative) ou avec Lyon Saint-Exupéry qui, lui, peut s'étendre à satiété (un TGV rapide, tel le MAGLEV qui relie l'aéroport de Pudong à Shanghai, mettrait les trois à 10-20 min les uns des autres). Mais, là encore ne rêvons pas, aucun dialogue n'est possible, surtout depuis la CCI de Haute-Savoie (elle-même le dos tourné à celle de Savoie qui continue seule avec sa plateforme du Bourget durant les quatre mois d'hiver pour les vols charters britanniques). A contrario, Bâle s'entend beaucoup mieux avec Mulhouse et Freiburg-im-Dessau. Ce que ne dit pas le constat accablant de la MOT (Mission Opérationnelle Transfrontalière située à Paris pour arriver à mieux faire « réseauter » les villes moyennes transfrontalières), c'est que l'initiative privée croisée y a totalement supplanté les administrations pour le carrefour rhénan. Qui sait, par intérêts bien compris, les CCI y seraient peut-être arrivées quand même si les politiques n'avaient pas voulu s'en mêler tant, et donc finir par presque étouffer la construction de ces réseaux franco-valdo-genevois.

On ose à ce stade proposer une hypothèse de concurrence exacerbée par les personnels politiques en place. Mais, leurs ego n'ont guère de limites contrairement à ceux des entrepreneurs plus soucieux de *real politiek*, surtout avec des enjeux de proximité aussi vitaux, tandis que les maires voisins continuent de rallumer des rivalités quasi millénaires pour certaines communes européennes (voir les premières archives de procès datés du onzième siècle pour nombre de stations de ski encore rivales aujourd'hui, non plus pour des bornages d'alpages mais pour des taxes professionnelles de remontées mécaniques de domaines skiables que la





saine gestion appelle, elle, à totalement fusionner dans les faits, ce qui est généralement fait). La future réforme française de la fiscalité locale notamment professionnelle va-t-elle assouplir les étanchéités micro-territoriales qui nuisent encore à l'intercommunalité vertueuse ? Affaire à suivre ...

Des villes moyennes à la croisée des chemins

En effet, sans les externalités négatives des trop grandes villes (frappées par la congestion et la pollution, les surcoûts de transports et médicaux), mais dorénavant dotées de tous les équipements d'excellence, y compris les meilleurs, les villes moyennes devraient vraiment représenter au mieux le futur de nos territoires, à condition de pouvoir s'entendre selon des formes de réseaux optimisés. La question est provocatrice mais doit être posée en ces termes : devons-nous envier ces petites villes américaines de 100 à 400 000 habitants, dotées d'excellents *colleges* en médecine, meilleurs établissements mondiaux dans leur spécialité ?

C'est là que, vu de la France, le bât blesse le plus : quelle autonomie réelle peut-on conférer à ces villes du niveau en-dessous des grandes métropoles d'équilibre, elles-mêmes déjà anémiées et souffreteuses face à l'hydre parisienne des années soixante ? Nous n'avons pas ici de tradition universitaire « aux champs », juste de l'innovation commerciale un tantinet exagérée. Point d'Oxford ou de Cambridge, ni même de Complutense (à Alcalá) pour se démarquer de l'attraction absolue de la capitale. A l'instant présent, il faut se rendre compte qu'après le « déménagement » de l'ENA, celui de l'École des Mines de la capitale — située boulevard Saint-Michel et attenante au jardin du Luxembourg — qui forme l'élite de l'encadrement industriel du pays (et non des mineurs) est en quasi grève à la perspective d'un déplacement vers le plateau de Saclay pourtant encore loin de la Limoges du dix-neuvième siècle, afin d'étoffer la cité scientifique structurée autour de l'école Polytechnique.

Ce détour par l'absurde rappelle que l'excessive concentration de la R & D (Recherche-développement) française de pointe en région Île-de-France — hormis Toulouse, Lyon et Grenoble pour l'aéronautique, la pharmacie et les micros puis nanos technologies, — demeure donc le principal handicap pour re-féconder les villes moyennes. Même la filière des nouvelles images numériques à Annecy, encore balbutiante à côté de celle de Montréal, n'arrive guère à décoller malgré une considérable demande étudiante (250 en première année, en dépit d'une sélection draconienne que l'on arrive pas à juguler, après 5 ans de création de la licence éponyme). La fragilité du local demeure, en dépit d'une relative excellence. Ce



Bruno-Henri Vayssière

diamant industriel qu'était le décolletage micrométrique (parfois) a trop été secoué par la mondialisation en vallée de l'Arve pour qu'un rebond puisse s'effectuer dans l'immédiat.

Comment alors inventer de nouvelles échelles complémentaires entre Paris, les 10 principales « métropoles d'équilibre » (en général demi-millionnaires seulement), et la grosse centaine de villes moyennes, vertueuses autant que silencieuses ?

L'équation est compliquée. D'un côté le semis de pôles universitaires un peu partout, a incontestablement eu le mérite, via l'APL, de re-dynamiser des centres urbains anciens qui avaient été vidés lors de la grande vague pavillonnaire ou dont le prestige tendait à se maintenir seulement à travers les fonctions administratives ou d'enseignement secondaire via les prestigieux lycées issus de la « carte scolaire » napoléonienne. De l'autre côté, la pérennité de ces pôles universitaires n'est sans doute possible qu'à la condition que des entreprises de pointe puissent s'allier avec des établissements à leur tour de premier plan et dans des spécialités tout aussi pointues. Mais, le chemin est d'autant plus difficile que ces mondes (élus, entrepreneurs, ingénieurs, universitaires, étudiants) se connaissent mal et projettent les uns sur les autres des inquiétudes d'un autre âge. C'est dommage, car à l'heure des NTIC, la chance du desserrement repose sur ces échelles intermédiaires.

L'ANRU et ses inspirateurs

Par conséquent, l'équation de la rénovation urbaine est à multiples inconnues. Pour autant, il y a quelque chose de typiquement français dans l'ANRU qui doit être rappelé. Vu depuis Paris, il appert que la plupart des villes moyennes ont des problèmes de friches, de régénération urbaine urgente, et une économie atone. Localement cette économie immobilière incombe aux offices HLM, en principe libres d'organiser leur marché mais largement contraints par un certain nombre de directives. Dans le cas présent, la question économique est centrale. En effet, la gestion du parc s'était plus moins arrêtée sur l'idée simple selon laquelle la rotation du bâti devait s'effectuer sur un siècle — abstraction faite de bâtiments très endommagés, mal construits et qui, souvent avaient été déjà démolis ou étaient en passe de l'être au début des années 2000.

L'ANRU bouleverse totalement l'équation en désignant à la démolition des constructions de 30-40 ans. Or, en période normale, il faut au minimum 2 à 3 % de croissance économique pour l'équilibre d'une agglomération et notamment éviter le décochage entre zones sensibles et centres





requa­li­fiés. Les défis de l'ANRU portent ce besoin de croissance à 3 voire 5 %. Compte tenu de la situation économique française depuis de longues années, l'observateur étranger est assez perplexe devant ces chiffres et n'est pas loin de croire que le PNRU doit beaucoup au lobby des « travaux publics » naguère, du Bâtiment aujourd'hui. La France du reste partage avec l'Espagne cette très forte pression d'une partie du secteur privé, alors qu'elle s'en défie dans bien d'autres domaines, y compris pour le logement social ! Le mot « solidarité » affiché à tout va a donc quelque chose de curieux, vu des intérêts bien compris d'un certain nombre d'acteurs économiques.

Ce modèle typiquement français trouve un certain nombre de contre-exemples autour de nous. En témoigne le cas de Genève. La pénurie de logements y est phénoménale mais on n'a jamais parlé de « renouvellement ». La démarche a d'abord débuté par la surélévation des immeubles, qui permet de re-densifier. Plusieurs associations patrimoniales s'y sont opposées mais ont dû admettre le bien-fondé de ces opérations. A Lausanne, en revanche, d'autres choix ont été faits, tout comme à Copenhague. Ceci prouve la dimension singulière et locale des situations qui commanderait un règlement au cas par cas.

De l'horizon d'attente à des perspectives réalistes

Si l'on reprend maintenant le dossier sous un autre angle, les villes moyennes ont cependant de quoi se réjouir. En effet les dégâts provoqués par la politique centralisée du logement depuis 1945 n'en finissent pas de peser sur le débat. Qu'il s'agisse du laxisme ayant prévalu autour de la fièvre pavillonnaire après 1965 ou du monopole absolu du logement social hors marché, là encore les villes moyennes possèdent des atouts indéniables. Elles sont épargnées, le plus souvent, de ZUP tentaculaires — quoique et parfois rapporté à leur modeste taille ...— et de banlieues démesurées. La reconquête des centres (certes plus abandonnés que pour la catégorie urbaine supérieure comme nous venons de l'évoquer) peut y être très rapide. Ainsi à Bayonne, le rôle structurant du pôle universitaire et des PSMV a fonctionné à travers deux leviers. Le premier est économique et environnemental : des PME anglaises d'informatique ont été attirées et attirent leurs cadres par le surf. La seconde causalité est culturelle et tient à la haine féroce nourrie à l'égard de l'université de Pau, « et de l'Adour » mais qui a rejeté la bannière basque pour ne pas paraître négliger l'identité béarnaise. Cette question des identités est tout sauf seconde. Mais n'étant pas rationnelle, elle échappe aux opérations





Bruno-Henri Vayssière

classiques de *branding*. Lors d'un colloque récent sur les rapports entre culture, patrimoine et événement sportifs, l'hypothèse était que seul le volontarisme pouvait rapprocher une clientèle d'évènement sportif et une clientèle préoccupée de consommation culturelle. En fait, non seulement ces clientèles se mêlent et sont parfois les mêmes, mais leurs préoccupations échappent souvent aux organisateurs. A Brest, par exemple, Olivier de Kersauson semble avoir bien plus influé sur l'identité rebelle et virile de la ville — via sa posture de « vieil alcoolo anarchique », — que tous les efforts patrimoniaux mobilisés autour de la marine traditionnelle.

Dans ces circonstances et en tenant compte des complexités régionales voire micro-régionales, le rôle actuel de l'ANRU, particulièrement actif par exemple à Saint-Brieuc, se doit d'être exemplaire. Comment composer avec une politique publique forte de restructuration des (petits) grands ensembles locaux sans se laisser piéger par des démolitions intempestives et des opérations aussi spectaculaires qu'insignifiantes ? Y appliquer la recette miracle du logement étudiant, une deuxième fois, a des limites — même si certains la préconisent encore à juste titre pour quelques cas extrêmes : ne serait-il pas judicieux par exemple d'exploiter les logements vacants, dix mois par an, à La Grande Motte — ces mêmes mois étant précisément ceux des études ?

La grande difficulté de ces dossiers tient au besoin de vision globale des choses et donc de la nécessité d'accompagner ces opérations d'équipements adaptés et judicieux. L'équation est compliquée par l'affaiblissement, le plus souvent, des petits centres anciens qui remonte aux années 1950-2000, et des problèmes de sécurité extrêmement complexes (liés aussi bien à des questions structurelles de l'habitat, de chômage endémique, d'inadaptation culturelle des jeunes à un modèle de société, enfin à un communautarisme évident et qui tend à être nié). Les ZUP de Chambéry ont ainsi le redoutable privilège de concentrer à la fois les meilleures salles d'Art et d'Essai de la ville¹ et le record des voitures incendiées tout au long de l'année. A Avignon, le phénomène est plus accentué encore : les théâtres « off » du festival sont désertés s'ils sont en quartiers sensibles. Inversement, Annecy a procédé à une restructuration beaucoup plus lente de son centre ville. Le centre commercial « Courrier » marche très bien grâce à une chalandise traditionnelle. Ce centre résiste d'autant mieux aux

1. Chambéry comporte notamment le centre « Curial », créé sous le mandat de Francis Champé, urbaniste, élu de 1977 à 1983.





deux ou trois zones périphériques — qui vident les centres villes, — que la grande ZUP d'Annecy, « Nouvelle », est presque agrafée au centre ville. Par le jeu d'une contamination commerciale douce entre des équipements reliant le centre-ville et cette proximité, il n'y a jamais eu de problème à Nouvelle : le marché immobilier y est dynamique, même si les immeubles y sont un peu loin du lac. Cet équilibre tient à une élaboration modeste, et lente : cette zone a mis 25 ans pour prendre forme.

Conclusion

Comme on le voit, les contraintes transfrontalières, inter ou intra-régionales, les intérêts locaux et les identités constituent de puissants facteurs de résistance ou, à l'inverse, de dynamisme pour les villes moyennes. Leur échelle les rend assez sourcilleuses sur leurs prérogatives et elles jouent volontiers cavalier seul. Mais c'est aussi leur atout. Par conséquent, cette singularité des villes moyennes les rend plus irréductibles que d'autres à une modélisation abrupte. Il nous faut donc une somme importante d'expérimentations locales — souvent à contre-courant des directives ministérielles dominantes, — pour y voir clair. Les démolitions préconisées par la toute puissante DGUHC du Ministère de l'Équipement, proche des lobbies du BTP, sont ainsi sévèrement contestées à l'échelon central par les spécialistes en patrimoine au Ministère de la Culture et qui sont souvent des ethnologues de la culture populaire. Si l'on replace cela à l'échelle des métropoles, le rôle d'arbitre des sous-préfets à la ville devient crucial. Mais on est très mal renseigné sur ce qui se passe dans les villes moyennes, nanties de direction de la culture (en fait des spectacles), mais n'ayant aucune ou presque aucune compétence en matière patrimoniale. Et ce sont bien souvent les Conseils généraux auxquels incombent ces questions patrimoniales, mais dans une acception très classique du patrimoine, « en province », qui devraient s'en charger. Mais en dehors de l'Île-de-France, des Bouches-du-Rhône, du Nord et du Rhône l'impression est que ce bâti récent est mal ou pas du tout protégé.

Les enjeux de ces rééquilibrages territoriaux sont donc à la fois urgents et nécessaires. Si l'on considère d'autres expériences européennes, les carcans français traditionnels et les principes hiérarchiques sautent aux yeux. Et à cet égard, les villes moyennes françaises apparaissent encore trop souvent comme les ultimes périphéries des anciennes métropoles d'équilibre, avec les handicaps que sont les transports publics ou les universités. A prendre l'ancienne Lotharingie on voit une autre structuration de l'espace : des pôles forts (Stuttgart pour l'automobile), des villes moyennes dynamiques





Bruno-Henri Vayssière

(Heilbronn, avec Audi, s'en tire mieux que Montauban...). Il y a sans doute des enseignements à en tirer.

Références

Bernardy (Michel de), Debarbieux (Bernard) (dir.), *Le territoire en sciences sociales : approches disciplinaires et pratiques de laboratoires*, Grenoble, Éditions de la MSH Alpes, 2003.

Davezies (Laurent), *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil, 2008.

Davezies (Laurent), Talandier (Magali), *Repenser le développement territorial ? : Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, Paris, La Documentation française, 2009.

Guggenheim (Michael), Söderström (Ola) (eds), *Reshaping the City. How global mobility shapes architecture and urban form*, London, Routledge, 2010.

Novarina (Gilles) et alii, *Villes européennes en projet*, Grenoble-Genève, Institut d'urbanisme de Grenoble, 2003 (téléchargeable).

Vanier (Martin), *Le pouvoir des territoires*, Paris, Economica-Anthropos, 2008.

—, *Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Vayssière (Bruno), *Reconstruction, déconstruction : le hard french ou l'architecture française des Trente glorieuses*, Paris, Picard, 1988.



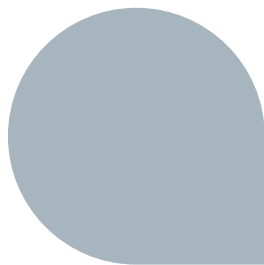
Villes moyennes européennes





Une des plus hautes tours d'Hérouville, récemment rénovée. Photographie : PB, juin 2010





LA REQUALIFICATION DES GRANDS ENSEMBLES : UNE FABRIQUE PATRIMONIALE ?

Étude comparée de Hérouville-Saint-Clair (France) et Heuchelhof (Allemagne)

Pierre Bergel

Pierre Bergel est agrégé de géographie, titulaire d'un diplôme d'urbanisme (Sciences po Paris). Maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, co-directeur du pôle pluridisciplinaire « villes et sciences sociales » de la Maison des sciences humaines de Caen (MRSH). Chercheur à l'UMR CNRS ESO 6590 (Espaces et sociétés), ses recherches portent sur le renouvellement urbain, la politique de la ville, les ségrégations sociales, les destructions et reconstructions de villes.

Heuchelhof et Hérouville sont deux grands ensembles de logements sociaux édifiés à la charnière des années 1960 et 1970. Ils sont localisés au sein de deux agglomérations moyennes jumelées depuis les années 1960 : Caen (Basse-Normandie, France) et Würzburg (Franconie / Bavière, République fédérale allemande). Il peut sembler intéressant de comparer ces deux situations qui, outre des coïncidences chronologiques, présentent de fortes similitudes en matière urbaine et architecturale.

Paupérisés et soumis à la vacance à partir de la décennie 1980, ces deux grands ensembles ont fait l'objet d'opérations régulières de requalification. Les questions de rénovation, requalification, patrimonialisation s'y posent donc avec acuité. De surcroît, elles se posent de manière spécifique pour des espaces dont l'héritage paraît encombrant. L'action corrective y est indispensable mais elle est délicate dans un parc social qui accueille des populations défavorisées et souvent fragiles.

En dépit de ces contextes similaires, les manières de poser les problèmes comme les réponses formulées diffèrent notablement de part et d'autre du Rhin. Une telle pluralité montre qu'aucun déterminisme de la forme urbaine ne conduit les sociétés. Menée sur deux espaces similaires, cette comparaison permet d'ores et déjà d'affirmer que les choix politiques





Pierre Bergel

jouent un rôle déterminant, indépendamment de la nature des contraintes qui pèsent sur les décideurs.

Autre avantage de cette comparaison, celui de présenter des situations qui ne sont pas exagérées par l'urgence sociale ou par la panique médiatique. Heuchelhof comme Hérouville, sont loin d'être des « quartiers sensibles », tels ceux de Seine-Saint-Denis, de la banlieue lyonnaise, de Berlin, de Hambourg ou de l'ex-RDA, qui défraient la chronique de manière spectaculaire. Ces grands ensembles sont localisés dans deux villes moyennes où les politiques se déploient dans la durée, sans que le brouillage médiatique ne vienne excessivement les perturber.

Dans cette situation presque idéale, plusieurs questions doivent être posées. En effet, à Hérouville comme à Heuchelhof, la gestion de l'espace local entre en résonance avec des débats dits « de société » : place de l'immigration dans la société française pour ce côté-ci du Rhin, réunification et arrivée d'immigrants obtenant automatiquement la nationalité (*Aussiedler*) dans le cas allemand.

- Quels sont alors les moyens mobilisés par les pouvoirs et les institutions pour donner identité externe et cohésion interne à un espace urbain proche d'une ville moyenne mais affecté de mouvements plus larges (nation, immigration) et agissant à d'autres échelles (Europe médiane, monde méditerranéen) ?
- Comment tenir compte de ces paramètres dans une politique locale de requalification et de patrimonialisation des espaces ?
- Comment le concret de la forme urbaine et architecturale peut-il servir d'instrument dans un tel contexte ?
- Comment la patrimonialisation de certains éléments spatiaux ou de certaines identités sociales peut-elle être mobilisée dans des politiques de requalification urbaine et sociale ?

Contextes urbains

Heuchelhof comme Hérouville sont constitués de deux grands ensembles de logements sociaux dont la construction a débuté au milieu des années 1960. Ils sont tous deux situés aux marges des deux agglomérations. La commune d'Hérouville compte 23 000 habitants au recensement de 2007 et la population occupant le logement social en représente environ les deux tiers. Inclus dans la municipalité de Würzburg, Heuchelhof compte 9 à 10 000 habitants. Le noyau initial de logements sociaux collectifs (Heuchelhof 1) en regroupe environ un tiers, soit 3 000 habitants.





Hérouville-Saint-Clair et Heuchelhof

Hérouville-Saint-Clair est une commune de banlieue de première couronne située au nord-est de l'agglomération caennaise. Elle bénéficie d'une bonne desserte, améliorée depuis les années 1990 par la construction d'une ligne de tramway. Le grand ensemble de Heuchelhof est localisé quant à lui en périphérie sud de Würzburg à 6-7 km au sud du centre ville, en amont de la vallée du Main, sur le revers d'un plateau. Le grand ensemble reste isolé du reste de la ville jusqu'aux années 1980. Depuis, l'installation d'une ligne de tramway ainsi que des constructions prolongent l'ensemble initial dont elles modifient la configuration. Désormais, le ruban urbain est quasiment continu au sud de Würzburg, le long de la ligne de tramway qui suit la vallée du Main (doc. 1).



Doc. 1 : Würzburg, vue vers le sud. La vallée du Main est à gauche de l'image. Les rubans de la route et du tramway relient le centre de Würzburg à Heuchelhof (sur le plateau en haut et à gauche, invisible ici). [Photo PB, avril 2010].

Dans les deux cas, une bonne liaison est assurée par le tramway mais on note des différences. À Caen, le réseau est peu développé : quoique banlieue de première couronne, Hérouville correspond à l'un des terminus de la ligne. Heuchelhof est plus éloignée de la ville-centre mais le réseau de transports publics en site propre est plus étoffé dans l'agglomération de Würzburg. Le grand ensemble n'est donc plus situé en bout de ligne depuis la fin des années 1990. La prolongation de cette dernière a ouvert



Pierre Bergel

à l'urbanisation individuelle des terrains jusque là agricoles. Comme à Hérouville-Saint-Clair, les logements individuels privés construits à partir des années 1980 complètent les grands collectifs sociaux des années 1960 et 1970 (doc. 2).

Dans les deux cas, les plans initiaux sont inspirés de l'architecture moderne en vogue dans les années 1960. Le grand ensemble Heuchelhof 1, débuté en 1964, présente un plan circulaire fermé avec des pénétrantes en impasse (doc. 2 et 3). À Hérouville-Saint-Clair, les travaux débutent en 1963. Cinq unités de voisinage initialement étanches sont reliées par des passerelles piétonnes progressivement démontées. Ces cinq unités sont articulées autour d'un centre constitué à partir des années 1980 : la *Citadelle Douce*



Doc. 2 : plan-masse de Heuchelhof : grand ensemble initial et pavillonnaire plus récent en périphérie [Photo PB, avril 2007].

Contextes sociaux

Le grand ensemble d'Hérouville-Saint-Clair a connu le destin ordinaire d'une ZUP (zone d'urbanisation prioritaire). Les logements sociaux sont d'abord occupés par des classes moyennes et des ouvriers dans le contexte de développement industriel que connaît l'agglomération caennaise dans les années 1970. Une bonne part de ces ménages ouvriers est originaire des anciennes colonies françaises et bénéficie des



Doc. 3 : le plan d'Heuchelhof. Panneau d'orientation situé à l'entrée du grand ensemble, face à la station de tramway [Photo PB, avril 2010].





mesures de regroupement familial mises en place à partir des années 1980. Aujourd'hui, le nombre d'étrangers est faible (environ 1 500 personnes), mais l'éventail des nationalités d'origine est large : environ 40 (la proportion est identique à Heuchelhof 1). Comme dans la plupart des grands ensembles, on relève dans cette même période une évacuation des catégories moyennes qui accèdent à la propriété. À Hérouville, apparaissent donc des mécanismes de paupérisation et d'exclusion qui recoupent des dynamiques de concentration des populations étrangères, le tout étant typique de l'histoire des grands ensembles français.

La question de la nationalité se pose de manière très différente en Allemagne. Au titre du droit du sang, la Loi Fondamentale reconnaît la nationalité aux populations d'origine allemande. Sont considérés comme allemandes, les populations dont les ancêtres ont occupé des sites de colonisation (*Siedlung*) à partir de l'expansion germanique débutée au Moyen-Âge vers l'Europe centrale et les marches de la Russie. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et en dépit de l'instauration du Rideau de Fer, l'Allemagne connaît un courant continu d'immigration en provenance de ces territoires qui s'est accéléré avec la disparition du bloc de l'Est. Dans la décennie 1990, plus de deux millions d'*Aussiedler* ont ainsi rejoint l'Allemagne réunifiée, surtout les *Länder* de l'ouest. Installés hors de l'Allemagne historique depuis des siècles, ces *Aussiedler* (littéralement traduisible par *colons de l'extérieur*) sont en général russophones et ne parlent pas l'allemand. Ils sont cependant considérés en Allemagne comme des nationaux à part entière. La commune de Würzburg, qui compte 130 000 habitants, recense 10 000 *Aussiedler* auxquels s'ajoutent des populations d'origine juives provenant elles aussi de l'ex-URSS pour leur grande majorité.

Dans les années 1990, la population résidant à Heuchelhof était vieillissante et le parc social commençait à compter une forte vacance. Il a donc été proposé aux *Aussiedler* d'occuper ces logements. Aujourd'hui, Heuchelhof regroupe un peu plus de 7 % de la population du *Bezirk* (équivalent allemand du Canton) et compte 42 % d'*Aussiedler*. Ces derniers ne résident pas exclusivement dans le logement social car depuis les années 2000, ils entament un parcours résidentiel qui les fait accéder à la propriété, notamment dans les maisons individuelles situées au sud de Heuchelhof 1 (doc. 2).

Le contexte socio-démographique peut paraître semblable entre Hérouville et Heuchelhof, deux espaces peuplés de populations extérieures



Pierre Bergel

arrivées au gré d'événements géopolitiques ou macro-économiques. Mais en Allemagne, l'immigration des *Aussiedler* n'a pas été marquée par un contexte post-colonial, avec son cortège de plaies du passé difficiles à refermer. De ce fait, la question de l'intégration ou celle corrélative de l'exclusion, ne semble pas se poser dans les mêmes termes de l'autre côté du Rhin où les Allemands paraissent moins sujets à l'angoisse du ghetto urbain. Interrogés sur place, les professionnels de la politique de la ville ne comprenaient pas les questions sur ce thème et répondaient, un peu étonnés : « *Es gibt keine ghetto Frage* » — « il n'y a aucun phénomène de ghetto ».

Il est cependant probable que la situation de Würzburg est différente de celle des grandes villes allemandes, où les questions de l'immigration étrangère doivent se poser en terme assez semblables à ceux du débat français. Mais la comparaison avec Caen suffit à montrer combien les facteurs généraux peuvent influencer de façon divergente deux situations locales qui, sans cela, donneraient toutes les apparences de la similitude.

Contextes politiques et institutionnels

En France, les outils d'intervention destinés aux quartiers de grands ensembles demeurent très centralisés (politique de la ville et plus encore Programme National de Rénovation Urbaine, PNRU). Cependant, le contexte hérouvillais est particulier en regard de ce qui se passe dans le reste de la Basse-Normandie, avec un couplage étroit entre politique de la ville et rénovation urbaine, entre PNRU et CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale). Depuis les années 1980, la Mairie a mis en place une politique locale volontariste en matière d'urbanisme, d'architecture, de planification urbaine. L'actuel PNRU est par exemple dans la continuité d'un GPV (Grand Projet de Ville) qui a vu le jour à la fin des années 1990.

En Allemagne, le programme *Sozialstadt* (« ville sociale ») débute à la fin des années 1990. Ses actions sociales l'apparentent à notre politique de la ville et ses interventions sur le bâti aux programmes français de réhabilitation ou de rénovation des années 1980. Bien que d'initiative centrale, l'État fédéral ne contribue que pour un tiers au financement de ce programme. Les deux autres tiers sont supportés à parité entre *Länder* et communes. *Sozialstadt* était initialement prévu sur cinq ans avant d'être prolongé de cinq années supplémentaires. À Würzburg, il est achevé depuis 2008 mais les collectivités locales prennent progressivement le relais afin d'en pérenniser les actions.





Selon la Loi fondamentale, les communes allemandes ont en effet une grande marge d'autonomie, car si le programme *Sozialstadt* est conçu par les *Länder* — destinataires des subventions de l'État fédéral, — les communes se chargent de la mise en œuvre. Elles jouissent d'une d'autant plus grande liberté d'action qu'elles gèrent les subventions à leur gré et que les compétences mobilisées pour *Sozialstadt* sont communales : jeunesse, aide sociale, construction et urbanisme.

Les spécificités de la rénovation urbaine à Hérouville

À Hérouville, la rénovation urbaine consiste en des démolitions/reconstructions sur les immeubles les plus anciens. Elle est particulièrement ambitieuse puisque 150 millions d'euros auront été investis à l'achèvement des travaux, prévu en 2014. La rénovation urbaine propose en outre une restructuration profonde du plan de la ville. Rompant avec les unités de voisinage du plan initial, de nouvelles rues sont en cours de percement tandis que les nouvelles constructions sont systématiquement établies à l'alignement (doc. 4).



Doc. 4 : l'avenue de la Grande Cavée au centre d'Hérouville-Saint-Clair. Ces immeubles en cours de livraison sont orientés vers la rue, desservie par le tramway [Photo PB, juin 2010].



Doc. 5 : les rez-de-chaussée commerciaux au pied des immeubles. On note la diversité géographique revendiquée par les enseignes [Photo PB, juin 2010].

Au titre du PNRU, sont construits des logements privés destinés à diversifier l'offre et à attirer des populations différentes. En rez-de-chaussée, on note la présence de commerces destinés à animer l'espace public (doc. 5).





Pierre Bergel

Datant des années 2000, le PNRU hérouvillais est emboîté dans une démarche plus ancienne. Depuis plusieurs décennies, la municipalité s'est lancée dans une politique de commande publique auprès de grandes signatures de l'architecture française ou étrangère. Ouvertement revendiquée par l'ancien maire (1970-2001), l'esthétique architecturale est entendu



Doc. 6 : un bâtiment administratif (direction du travail et de l'emploi) construit par Jean Nouvel [Photo PB, juin 2010].



Doc. 7 : à proximité du précédent, un bâtiment signé Dominique Perrault [Photo PB, juin 2010].





comme une fabrique patrimoniale chargée de valoriser des grands ensembles ordinairement connotés de façon négative (doc. 6 et 7).

La rénovation urbaine hérouvillaise s'inscrit dans ce volontarisme architectural qui émerge dans les années 1980 avec la création d'un centre ville ex-nihilo : la Citadelle douce. Ce centre ville introverti regroupe la Mairie ainsi que la plupart des équipements administratifs et culturels. Il



Doc. 8 : la Citadelle Douce, vue de l'Avenue de la Valleuse [Photo PB, juin 2010].



Doc. 9 : vue intérieure de la Citadelle Douce [Photographie PB, juin 2010].

s'agit d'une sorte de château fort fait de lignes courbes qui tranchent avec les formes géométriques de la décennie 1960 (doc. 8 et 9).

Repris par le Maire actuel, le projet de l'ancienne municipalité était de produire une identité locale en donnant à voir et en faisant partager de la beauté architecturale. Visités par de nombreux élèves-architectes français et étrangers, les bâtiments contemporains construits sur la commune sont vecteurs d'une identité hérouvillaise explicitement revendiquée par les institutions locales. Plus que leur support matériel, c'est l'esthétique de ces bâtiments qui est mobilisée pour faire patrimoine. Elle constitue un élément rassembleur à l'échelle locale, qui devient ainsi vecteur d'identité. Les populations adhèrent-elles à ce message ? Il est difficile de l'affirmer, même si nombre d'enquêtes révèlent leur satisfaction et leur bien-être. De son côté, la communication municipale proclame par voie d'affiche ou de prospectus qu'on peut être « *Fier d'être Hérouvillais* », cela sans rencontrer de contradiction notable.



Doc. 10 : panneau de chantier indiquant des travaux en cours à Heuchelhof. Son titre mentionne « Organisation d'une place et végétalisation de la rue Haager » [Photo PB, avril 2010].



Doc. 11 : le rez-de-chaussée de cet immeuble est occupé par une coopérative qui propose aux résidents de troquer vêtements et objets usuels. Derrière l'angle (à gauche), une conciergerie donne sur une cage d'escalier attenante [Photo PB, avril 2010].



Doc. 12 : les indications en Russe sont fréquentes à Heuchelhof 1 [photographie PB, avril 2010].



Doc. 13 : des panneaux mettent l'accent sur les pays d'origine des populations migrantes. A noter les portraits de Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev, respectivement Premier Ministre et Président de la République Fédérative de Russie [Photo PB, avril 2010].



Doc. 14 : fresque sur le mur d'un passage piéton souterrain (aucune mention de date ni d'auteur). S'il s'agit d'une ville idéale, on ne peut qu'être frappé des croix et bulbes orthodoxes [Photo PB, avril 2010].



À Heuchelhof, « il n'est de richesse que d'hommes »

L'observation du cas d'Heuchelhof révèle une fabrication patrimoniale d'un ordre différent, qui joue sur les populations arrivantes plus que sur le cadre bâti. Des interventions physiques ont cependant eu lieu mais elles sont beaucoup moins lourdes qu'à Hérouville. L'agglomération de Würzburg fait partie du *Land* de Bavière, région la plus riche d'Allemagne. À l'échelle nationale, les financements du *Sozialstadt* se sont concentrés sur les villes qui connaissent davantage de difficultés, notamment celles de l'ex-RDA. À Heuchelhof, les investissements sont donc légers, portant sur la qualification des espaces de circulation, l'aménagement des pieds d'immeuble, l'établissement de commerces coopératifs et de conciergeries, etc. (doc. 10 et 11).

L'intervention publique consiste surtout à rendre visibles les populations migrantes (doc. 12, 13, 14). Au contraire des politiques hérouvillaises qui prennent le bâti comme matière première de la fabrication patrimoniale, celles menées à Heuchelhof mettent l'accent sur la diversité humaine comme source d'identification collective. Dans un contexte où, pourrait-on dire, tous les étrangers sont allemands, richesse nationale, ouverture extérieure et attrait pour des origines diverses peuvent se confondre dans une même sémantique. À Heuchelhof, la fabrique patrimoniale se construit à partir des résidents plus qu'avec la matérialité de l'espace : « *il n'est de richesse que d'hommes* » ainsi que le formulait Jean Bodin au XVI^e siècle.

La nature comme vecteur de la patrimonialisation

À Heuchelhof comme à Hérouville, l'environnement bâti est très puissant (tours de grande hauteur, dalles, parkings, etc.). Cette atmosphère minérale a été compensée dès l'origine par une mise en végétation de vastes superficies apparentant certains de leurs secteurs à de véritables cités-jardins. À Hérouville, le toponyme *Le Bois*, qui désigne une des cinq unités de voisinage initiales est révélateur de l'importance accordée au cadre végétal.

Avec le maintien voire le renforcement de ces grands espaces verts, les politiques de qualification menées à Heuchelhof et à Hérouville ne renoncent pas à ce qui constitue un principe de la ville moderne : concilier vie urbaine et vie au grand air. Contrairement aux parcs ou jardins centraux soumis aux barrières, heures de fermeture, pelouses interdites, etc. les vastes espaces verts et libres d'usage caractérisent ces périphéries



et indiquent un autre rapport à la nature. Celle-ci peut alors apparaître comme un puissant vecteur d'identification collective au sein des grands ensembles à travers une ressource réputée rare : la biosphère (doc. 15).



Document 15 : Heuchelhof | est bordé à l'est par un parc qui l'isole de l'autoroute. Le panneau insiste sur le caractère non contraignant de son usage (Barrierefrei, littéralement libre de barrière) [Photo PB, avril 2010].

Mais la végétation ne vise pas uniquement à la récréation. Elle peut également servir de support à la patrimonialisation. Le parc ci-dessus est ainsi planté « d'arbres des nations ». Depuis 2003, quarante arbres ont été plantés collectivement pour incarner le *Zusammenleben*, le vivre-ensemble réussi des quarante nations résidant à Heuchelhof. Les différentes essences d'arbres deviennent ainsi métaphore de la diversité des nationalités d'origine. Comme dans un écosystème équilibré, ces différences s'enrichissent mutuellement au lieu de se nuire, renforçant le message de tolérance déjà analysé. La symbolique est puissante, même si son déterminisme naturel peut apparaître discutabile sur le plan intellectuel.



Conclusion

À Heuchelhof et à Hérouville, les situations de départ sont identiques. Dans des espaces ruraux situés en périphérie de deux villes moyennes, deux grands ensembles de logements sociaux voient le jour au cours des décennies 1960 et 1970. Paupérisés et sujets à la vacance dans les années 1980, ils sont tous deux l'objet de politiques de requalification qui adoptent des stratégies similaires : transformer des lieux négativement connotés en espaces attractifs pour la résidence, le loisir, l'activité économique. Dans les deux cas, le ressort patrimonial est activement mobilisé pour produire la cohésion interne et la visibilité externe susceptibles d'inverser le signe de la valeur. À ce titre, il est à la fois vecteur et produit de la requalification urbaine

Pourtant, à partir de deux situations identiques, la fabrication patrimoniale est complètement différente dans les deux cas. À Hérouville, cette dernière mise sur la qualité esthétique de bâtiments-phare commandés à de grandes signatures de l'architecture contemporaine. Le projet de requalification urbaine invite des populations diverses par leurs origines et leurs parcours de vie à s'intégrer dans une identité de lieu censée devenir identité de destin. À Heuchelhof, le processus fonctionne de manière opposée. Dans un contexte où les populations résidentes ont une place dans la société et dans la nation totalement différente, c'est le patrimoine humain qui est mis en avant. Les édiles font une richesse patrimoniale de la diversité des origines à propos d'*Aussiedler*, étrangers de fait, qui font pourtant partie intégrante de la nation allemande.

La comparaison souligne la souplesse de la mise en oeuvre patrimoniale et la polyphonie de son contenu, ce qui doit encourager les élus locaux à développer le volontarisme politique dans ces domaines. Elle révèle aussi les marges de manœuvre dont ces élus peuvent disposer : en Allemagne, où les pouvoirs sont largement fédéralisés ; mais aussi en France où ils demeurent centralisés. La palette des solutions mises en oeuvre de part et d'autre du Rhin montre enfin que la spirale de la dégradation n'est pas inéluctable et qu'il est encore possible de bien vivre dans les grands ensembles de logements sociaux.







conclusion



Fini les solutions toutes faites. Soyons inventifs et imaginatifs, tout en conservant l'âme des lieux et les cultures locales. Mais pas de solution locale sans approche globale, pas de solution architecturale sans approche sociale, pas de rénovation, sans développement, sans innovation, sans emplois. Changer les quartiers par tous, pour tous.





Villes moyennes et rénovation urbaine à travers la question patrimoniale

Martine Candelier-Cabon

Solène Gaudin

Martine Candelier-Cabon, agrégée de Géographie, Prag à l'Université européenne de Bretagne (Rennes 2), est directrice-adjointe du master professionnel d'urbanisme et d'aménagement urbain « AUDIT ». Ses travaux portent sur l'image de la ville et les conséquences des dynamiques métropolitaines à l'œuvre face aux nouvelles mobilités et pratiques spatiales. Elle a publié dernièrement : « Saint-Brieuc rêve de rénovations », Huitième journée de la géographie, Villes et imaginaires : du rêve au cauchemar, *Les cahiers de l'ADES*, Bordeaux, n° 4, 2010.

« L'époque d'aujourd'hui est, pour les sciences sociales, celle d'un pragmatisme efficace, loin de tout dogmatisme. Pragmatisme ne signifie pas éclectisme. Être pragmatique signifie savoir se servir de tout ce qui peut servir à expliquer la complexité des faits, ou du moins quelques aspects de cette complexité »¹.

Cette phrase de Maurice Godelier illustre la capacité des sciences sociales à faire « œuvre utile », en mobilisant aussi bien la recherche fondamentale que les travaux empiriques. Appliqué au projet de rénovation des villes moyennes — à travers notamment le site briochin, — ce précepte permet de développer la recherche-action et de croire à l'enrichissement mutuel des champs de la recherche et de l'application. Cette forme de recherche appliquée, un temps oubliée en sciences sociales, offre un horizon neuf à la réflexion et invite à interroger à nouveaux frais et avec de nouveaux outils les transformations des lieux.

1. Maurice Godelier, 2002, *L'état des Sciences de l'Homme et de la Société en France et leur rôle dans la construction de l'espace européen de la Recherche. État des lieux et propositions*, Rapport à l'attention du Premier ministre (Lionel Jospin), 2002.



Martine Cabon, Solène Gaudin

Solène Gaudin, agrégée de Géographie, Prag à l'Université européenne de Bretagne (Rennes 2) travaille actuellement dans le cadre de sa thèse sur l'ingénierie territoriale inhérente aux politiques de rénovation urbaine des villes moyennes en France. Elle appartient au laboratoire ESO-Rennes Espaces et Sociétés - UMR CNRS 6590 et a publié divers contributions relatives aux transformations urbaines des villes de l'ouest de la France, notamment : « Les politiques urbaines dans les villes bretonnes », in *Encyclopédie de la Bretagne*, Editions Dumane, Paris, 2010. solene.gaudin@uhb.fr

L'utilisation de l'expression de « renouvellement urbain » est récente (loi SRU du 13 décembre 2000), mais qu'elle soit spontanée ou à l'initiative des acteurs publics, la pratique, elle, en est ancienne. Celle-ci se produit lors des recompositions territoriales et de la redéfinition des cadres de l'action publique ainsi que des représentations collectives que l'on se fait du territoire. Il peut s'agir alors soit d'une recomposition lente et évolutive, soit au contraire d'une réorganisation volontariste et active du territoire. Dans ce cas, l'objectif est d'engager une nouvelle dynamique, et de faire rupture par rapport à la situation d'origine.

Les transformations de la ville — moyenne notamment, — requièrent donc d'examiner les « villes-territoires »² en les replaçant dans leur contexte social, économique et politique de construction. À cet égard, les choix des décideurs en matière de transformation de la ville en profondeur renvoient à diverses questions : que garder, démolir ou conserver tant d'un point de vue matériel, morphologique que mémoriel ou sensitif ? Les choix relèvent souvent d'une part d'arbitraire et sont toujours délicats.

Comme ont pu l'illustrer les interventions à partir de contextes urbains extrêmement divers — Saint-Brieuc, Rennes, Nantes, La Courneuve, Firminy-Vert, Aix-en-Provence, Hérouville-Saint-Clair, mais aussi Montréal, Heuchelhof et Dresde (en Allemagne) ou Erevan (en Arménie), — la variété des situations n'exclue pas un certain nombre d'interrogations communes : comment préjuger aujourd'hui des besoins de demain ? Comment anticiper sur des innovations ou des tendances qui, par essence, sont souvent latentes ? Comment répondre aux besoins de demain et produire une ville meilleure ? A ce compte l'ambition est bien de réhabiliter l'urbanité, creuset par excellence du lien social. Et pour cela, il n'est

2. A. Corboz, « Vers la Ville-territoire », *Actes du colloque scientifique à l'occasion de l'inauguration du bâtiment complémentaire de la Haute Étude Commerciale de Saint-Gall*, Berne et Stuttgart, Paul Harupt éditions, 1990.





guère d'autre alternative que d'appréhender l'irréductible « inconstance des lieux » selon la poétique expression de Pierre George.

Inter-spatialité : du renouvellement au recyclage urbain

L'« inter-spatialité », au sens de l'emboîtement d'échelles, permet de rendre compte de la complexité des contextes urbains. La transformation d'un site ne se joue en effet jamais à la seule échelle locale, non plus que les directives nationales ne commandent au local. Présentées comme des espaces « de transition et en transition »³, les villes intermédiaires résistent aux définitions figées. Ni la démographie, ni des caractéristiques économiques ou des morphologies spécifiques ne permettent de fixer des seuils. Reste que pour ces « villes de la moyenne » selon la formule de Maurice Le Lannou⁴, les dynamiques métropolitaines ont altéré leur visage. Même si elles semblent les derniers refuges de la ville à taille humaine et sont les emblèmes à cet égard du bien-vivre⁵, les villes moyennes paraissent se distinguer à présent par les modalités de l'action territoriale qui s'y dessine.

Dans ce contexte, comment s'opère la relation entre patrimoine, patrimonialisation, rénovation et renouvellement urbain ? Autant le dire d'emblée, le patrimoine urbain dépasse de beaucoup les monuments historiques et atteint à un ensemble intégrant l'habitat, son environnement et les temporalités qui s'y entremêlent pour forger ce que, par commodité, on nommera l'identité urbaine à laquelle peuvent s'identifier les habitants. La complexité tient au lacs des échelles que les scientifiques mettent en lumière. Il a ainsi été suggéré que quatre attributs pouvaient gouverner une ville intermédiaire⁶ : sa position géographique dans un réseau urbain⁷ ; son degré d'intégration dans ce réseau ; sa morphologie (bâties et formes urbaines) ; et enfin sa « fonction » soulignée par Emmanuelle

3. N. Commerçon et P. George, *Villes de transition*, Paris, Anthropos, 1999.

4. Préface de M. Le Lannou, in N. Commerçon N., *La dynamique du changement en ville moyenne*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1988.

5. Groupe de Recherche sur les Villes Moyennes, *Aménagement et pratiques urbaines. Rêves et réalités de la ville moyenne*, Bordeaux, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1982.

6. Intervention de Ch.-É. Houllier-Guibert non reproduite dans le volume.

7. « La notion d'espace intermédiaire s'appuie nécessairement sur celles de contiguïté et de différentiels avec les espaces encadrants ». [E. Bonnerandi, « Débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires. Pour une géographie des escapes anti-héros :



Martine Cabon, Solène Gaudin

Bonnerandi⁸ au sens où un espace oscille, lors de toute transition, entre crise et mutation. Bruno Vayssière abonde en ce sens, soulignant pour sa part « la politique musclée des villes moyennes » en matière d'évolution des tissus urbains et d'insertion dans la hiérarchie urbaine. À cet égard, l'intervention publique le dispute souvent aux initiatives privées.

Le renouvellement urbain est évidemment partie prenante du marché du logement avec des acteurs dont certains sont liés aux lobbies de l'immobilier. Saint-Brieuc est à cet égard dans une position intéressante car à l'instar d'autres villes moyennes (Tours, Clermont-Ferrand, Lorient, Macon, Dijon...) elle s'engage dans des opérations de rénovation urbaine. L'originalité tient à leur caractère un peu tardif en regard du dispositif ANRU qui permet d'intégrer l'expérience de réalisations accomplies ailleurs. Comme le désire la municipalité et que le traduit par le crayon puis la pierre Daniel Kahane, le projet briochin de rénovation urbaine est non seulement d'ampleur régionale (par les financements mobilisés), mais porte sur une approche globale du territoire. L'objectif assigné par la requalification, comme le prévoit le cadre national, est de re-dynamiser les quartiers concernés. Il s'agit donc de combiner une approche monographique — indispensable à la saisie empirique des formes et des processus à l'œuvre⁹, — et les évidentes similitudes des villes moyennes en matière socio-économique, urbanistique et politique. Patricia de Roo rappelle en effet et à raison que les formes des espaces urbains intermédiaires assurent un rôle de « passerelle », « entre les différents degrés urbains, entre le rural et l'urbain, entre la sociabilité de voisinage et l'ouverture au global, entre le patrimoine et les nouvelles technologies, entre l'économie résidentielle et l'économie productive et, au sein de l'appareil productif, entre le savoir-faire, la production et le marché »¹⁰. Bref, le recyclage urbain porte en lui des valeurs qui ne sont ni standardisées ni figées dans le temps.

au-delà de la banalité des espaces intermédiaires », XLIII^e colloque de l'ASRDLF, Grenoble-Chambéry, 11-13 juil. 2007.

8. *Idem*.

9. F. Madoré, « Modes de vie périurbains en France. Le cas d'une aire urbaine de taille moyenne, La Roche-sur-Yon (Vendée) », *Norois*, 193, 2004/4, p. 77-90.

10. P. De Roo, *Villes moyennes, villes d'intermédiation*, Paris, Livre Blanc de la DATAR, 2005.





Inter-temporalité : la rénovation contre le patrimoine ?

Bien souvent, mémoire et projet urbain s'ignorent¹¹, et se heurtent même d'autant plus volontiers que la rénovation urbaine se décide loin des considérations locales. Pour autant, les expériences rencontrées montrent la capacité des habitants à se mobiliser et à animer une soudaine prise de conscience que les autorités doivent intégrer. A ce compte et selon la formule de Benoit Pouvreau, la rénovation urbaine est l'occasion de « parler du patrimoine autrement ». En Seine-Saint-Denis, l'ANRU a conduit les collectivités à s'instituer en relais patrimonial auprès des acteurs locaux.

L'équation est ceci dit assez simple : comment concilier héritage architectural, patrimoine urbanistique et nouvelles constructions lors d'une opération aussi rapide que celle présidant au renouvellement urbain actuel ? La difficulté première consiste à désigner ce qui peut être éligible au titre de patrimoine — bien des intérêts, souvent contradictoires, pouvant entrer en ligne de compte¹². A Firminy-Vert, l'Unité d'habitation, classée aux monuments historiques depuis 1993, témoigne des difficiles contraintes à concilier la fréquentation d'un lieu par les touristes, sa destination résidentielle première et les impératifs de la conservation patrimoniale. Une autre difficulté, plus complexe, apparaît — de manière saisissante à Dresde ou Erévan. A savoir que les entreprises de conservation, réhabilitation et requalification ne sont pas très au clair sur ce que patrimonialiser veut dire. Dresde, « parabole du patrimoine », comme le dit Denis Bocquet, offre une image du vrai qui est en réalité la mise en scène d'un bien perdu, mais reconnu *a posteriori* par la société civile. Ici, l'attention excessive portée à l'état *originel* — sans tenir compte des altérations qui sont la nature même du bâti, et plus encore l'adjonction de nouveaux édifices dans le passé — interrompt le temps et, partant, menace la vie. A Erévan, le renouvellement urbain nie le patrimoine, exclue les habitants des choix politiques et urbanistiques dans une ville post-soviétique qui « depuis l'indépendance, [évolue] entre privatisation, spéculation, rénovation ». Sous cette forme, « Erévan pose la question des

11. J. Chesneaux, « Mémoire urbaine et projet urbain », in Th. Paquot (dir.), *Le Quotidien urbain, Essai sur le temps des villes*, Paris, La Découverte, 2001.

12. M. Gravari-Barbas (avec V. Veschambre), « Patrimoine : derrière l'idée de consensus, des enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in P. Melé et alli, *Conflits et territoires*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, Collection perspectives Villes et Territoires, 2003, p. 67-82.



Martine Cabon, Solène Gaudin

héritages urbains de la ville socialiste de la manière à la fois la plus radicale et la moins patrimoniale ¹³ ». Or, le patrimoine du grand nombre obéit non seulement à des cycles, mais aussi à des traitements variables selon les cultures. En témoigne la comparaison entre Hérouville-Saint-Clair et Heuchelhof, aux formes urbaines assez proches, mais dont les sociétés sont très différentes et qui appréhendent la ville avec des objectifs dissemblables. En tout état de cause et un peu partout, le patrimoine est autant vecteur que produit du renouvellement urbain. Il n'empêche, la volonté de patrimonialiser certains logements sociaux souligne la grande difficulté à coordonner objectifs politiques, bien public et volonté des habitants. Ceci aboutit à des contradictions et parfois à des processus de rejet, comme cela peut être le cas en Seine-Saint-Denis. Comme le remarque Daniel Le Couédic le morceau de ville soumis à rénovation « refuserait » alors la protection historique — car perçue comme carcan. Ceci repose la question difficile de l'authenticité et de l'authentique, aujourd'hui mieux circonscrits car débarrassés des sacrements de l'« ancienneté » mais qui restent délicats à saisir lorsqu'il s'agit d'espaces ou de patrimoines immatériels requérant un très solide bagage culturel pour être appréhendés. Quoi qu'il en soit et comme le déclarait Jean Nouvel « une ville doit évoluer sous peine de devenir musée »¹⁴. Les conflits entre acteurs sont donc à la fois révélateurs de tentatives pour construire et transformer la ville — et sont à cet égard plutôt sains, — mais nécessitent, comme le suggère Catherine Guy, de redonner aux habitants un rôle central et de prendre en considération leurs représentations et leur mémoire en matière d'identité territoriale.

Intermédiation : de la question urbaine à la condition humaine

La mise en perspective des acteurs — au premier rang desquels les habitants, — et des différentes échelles territoriales pose à nouveaux frais la question centrale du devenir et de l'intégration des quartiers renouvelés dans l'espace urbain. Pour dire les choses autrement, ces opérations sont-elles purement fonctionnalistes (comme dans les années 1950-70) et cosmétiques (comme dans les années 1980-2000) ou bien entendent-elles infléchir dans un sens positif, la mobilité des habitants et des

13. T. Ter Minassian, « Architecture et patrimoine à Erevan. De l'identité nationale à « l'héritage » soviétique ? », *Histoire urbaine*, 2009/2, n° 25, p. 15-48.

14. Entretien avec Jean Nouvel, *Direct matin*, 4 avril 2008, p. 9.





non-résidents, la mixité sociale, la promotion d'éco-quartiers au bénéfice d'une ville durable, ... ? A y regarder de très près comme y invite Gérard Monnier la « chronique de l'indécision » aixoise est des plus édifiante. La production de l'urbain y a en effet été contrariée en longue durée par le jeu politique local — incapable d'animer un esprit de suite. En résulte un écart considérable entre l'intention des architectes, les réalisations effectivement conduites, l'inconstance des élus et la réception de ce bâti hybride par des habitants dépités. Le patrimoine devient alors le symbole même du ratage. Cette forme extrême de rejet est rare, heureusement, mais invite à s'interroger sur la pratique des architectes soumis à de telles contraintes. « Comment superposer au-delà de la ville physique — et qui évolue, un paysage idéal » une vision « qui conditionne notre manière de concevoir la ville » ? s'interroge Alena Prochazka. Selon elle, le risque n'est pas moins grand qui fait que « Montréal se mire dans ses icônes ». La ville s'est en effet bercée d'une illusion de prestige et d'intégration réussie après les travaux d'embellissement des années 1960. L'« école de Montréal », réinvente le Vieux Montréal, mais dans le même temps, « le projet urbain [est alors] vu comme un catalyseur identitaire ». En effet, certaines constructions corrompent et revitalisent à la fois le paysage de la ville tout en lui conférant une image identitaire unique¹⁵.

La rénovation urbaine est donc un creuset original et très large d'expériences et de réalisations. Les interactions entre mémoire urbaine et projet urbain semblent alors pouvoir se résumer à quatre processus : une volonté des habitants de vivre ensemble au risque d'ailleurs souvent assumé de « vivre entre soi » ; un rapport original à des normes sociales (règlements implicites ou officiels) définies localement ; une nette prise de distance à l'égard du discours officiel, au profit d'une parole vécue ; la création de lieux collectifs de rencontre et d'expression. Dans ce cadre, la « résidentialisation » — terme apparu au début des années 1990 en se référant au logement social, — pose un certain nombre de questions. En effet, l'amélioration indéniable de la vie individuelle qu'elle crée — ainsi que les garanties de sécurité et de mixité sociale — modifie autant la vie collective que les identités territoriales. En résulte, pour les plus démunis, une forme de re-concentration sociale sur les territoires renouvelés comme le souligne Christine Lelévrier.

15 A. Prochazka, *Le projet urbain vu comme un catalyseur identitaire ; Analyse de contributions récentes à la montréalité (1992-2003)*, Thèse, Montréal, Université de Québec à Montréal, 2006.





Martine Cabon, Solène Gaudin

Par conséquent, si l'objectif initial du renouvellement urbain est d'y inclure la cohésion sociale et territoriale, la volonté politique d'intégrer une dimension sociale et humaine dans le projet urbain relève autant du bon sens que de la nécessité. Reste que, quelle que soit l'échelle considérée — les grandes métropoles européennes ou nord-américaines, ou les villes moyennes, — le jeu des acteurs est complexe. Mais désormais nul ne peut envisager une transformation des lieux qui occulterait la mémoire urbaine ; donc son patrimoine ; donc sa mise en patrimoine.

Conclusion

Le patrimoine urbain répond à des normes et des critères en rapport avec des choix de société. Celui-ci peut s'inscrire dans des références identitaires multiples, dont la construction ou la valorisation sont liés à des représentations sociétales. Le terme de patrimoine évolue au fil des prises de conscience et des législations *ad hoc*. Croisant ainsi « les voies du hasard et de la nécessité »¹⁶ le patrimoine peut être envisagé comme valeur architecturale, artistique ou historique, comme bien culturel mais aussi comme rapport à l'environnement dans lequel il a été élaboré. A ce titre, il entre dans la production d'un territoire, d'une identité et parfois même d'une histoire. « C'est le changement de regard sur le patrimoine, les temporalités du patrimoine pour reprendre la suggestive expression de François Tomas, qui modifie le positionnement des acteurs sur les choix à opérer en matière d'aménagement ¹⁷ ».

16. J.-P. Lacaze, 2006, *La transformation des villes et les politiques urbaines : 1945-2005*, Paris, Presses de l'ENPC, 2006.

17. B. Bret et N. Commerçon, « Avant-propos », *Géocarrefour*, vol. 79/3, 2004, p. 195-196





Rénovation et question patrimoniale







TEMPORALITÉ ET AUTHENTICITÉ

Daniel Le Couédic est architecte DPLG et docteur d'État en histoire contemporaine. Professeur à l'Université de Bretagne Occidentale, il y dirige le laboratoire de l'Institut de Géoarchitecture (EA 2219). Ses recherches portent sur les doctrines et les théories de l'urbanisme, les morphogenèses urbaines et les architectures identitaires. Il est président de la section « Aménagement de l'espace, Urbanisme » du Conseil National des Universités. Il a notamment publié *La maison ou l'identité galvaudée* (2004), *Construire dans la diversité : architecture, contextes et identités* (2005), *Art public et projet urbain* (2008).

Daniel Le Couédic

Ces journées avaient vocation à placer les opérations de rénovation urbaine conduites ou envisagées actuellement à Saint-Brieuc dans un plus vaste contexte, de manière à les éclairer, mais aussi à produire une réflexion universelle qu'elles auraient nourries. Les approches furent donc multiples et contrastées, mais elles trouvèrent néanmoins à s'articuler, ce dont ces quelques lignes entendent témoigner. Après plusieurs décennies d'un discrédit provoqué par le terrible systématisme des opérations qui s'en étaient réclamées dans le sillage des décrets de 1958, la rénovation urbaine a retrouvé des partisans à l'aube du XXI^e siècle, au point d'inspirer une ambitieuse politique nationale. Évoquée avec insistance dès 2001 au sein du cabinet de Marie-Noëlle Linemann, alors secrétaire d'État au Logement, elle a pris substance sous l'égide du gouvernement suivant, qui était certes d'une tout autre obédience politique, mais le principe, sinon les modalités, en était alors largement partagé. Pour mettre en œuvre ce projet, l'ANRU fut créée en 2003 : il était donc légitime que nos journées fussent ouvertes par un représentant de cette agence nationale. Nul ne s'étonnera qu'il en ait loué les intentions et l'action, précédé en cela par Jean-Louis Borloo qui, en 2007,





Daniel Le Couédic

emporté par l'enthousiasme, avait même cru y déceler « le plus grand chantier de l'histoire »¹. Une dialectique s'imposait toutefois : elle a trouvé dans les communications suivantes matière à s'installer.

La vie malgré tout

L'action soutenue par l'ANRU ne saurait être assimilée à la seule destruction d'immeubles de logements édifiés durant les Trente glorieuses selon les préceptes du Mouvement moderne, mais elle en constitue la partie la plus spectaculaire et la plus médiatisée : elle occupa donc logiquement les esprits. Une question dès lors s'imposa, qui peut se résumer ainsi : « De quelle légitimité dispose une société pour condamner à mort le domaine bâti d'une époque à peine révolue et pour exécuter illico la sentence » ? En l'occurrence le procès fut longuement instruit et force est d'admettre que les ensembles mis en accusation dès la fin des années 1960 trouvèrent bien peu de témoins à décharge. Il est vrai que leurs théoriciens les avaient placés d'emblée en situation d'exception, en refusant notamment de les inscrire dans une continuité. En 1930, Le Corbusier avait ainsi orgueilleusement proclamé : « Nous ne sommes plus rattaché à hier »². En fait, cette modernité, qui se croyait fondatrice d'un âge nouveau, marquait le terme du XVIII^e siècle où les Lumières avaient engendré un culte de la rationalité. Une confiance dans la connaissance objective confinant à l'exaltation avait alors conduit à une conception de l'universalité excluant l'idée même de particularité.

Une telle vision des choses conduisait évidemment à se défaire de toute référence au passé et à proclamer la fin d'une certaine histoire — celle des hommes de désir, de turbulence et de différence, — pour lui substituer un temps plat où chacun à sa place eût fait le geste utile qu'une raison incontestable aurait dicté. Et comment, dans la mise en œuvre de ce fantasme, ne pas en venir au principe d'un unique langage des formes ? L'aspiration à cette nouvelle aurore conduisit donc inéluctablement au rêve d'une architecture exprimant le dépouillement de tout héritage et à l'inféodation au purisme d'une géométrie élémentaire, ce qu'exprima le projet sphérique du cénotaphe conçu par Étienne-Louis Boullée pour Newton dont les lois

1. Jean-Louis Borloo, cité par Émeline Cazi et François Vignolle, « Les trois vies d'un ambitieux », *Le Parisien*, 2 mai 2007.

2. Le Corbusier, *Précisions sur l'état présent de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Cres & Cie, 1930, p. 25.





réversibles rendaient équivalent le passé et le futur, refusant désormais à l'histoire la moindre prise sur la réalité profonde des choses.

Cette conception était contestable d'emblée, comme le furent les préconisations du Mouvement moderne initial qui en appliqua les préceptes et les méthodes à l'urbanisme. Mais elles avaient une indéniable force de conviction, qui leur vaut le respect. En revanche, comment défendre leurs succédanés, marqués par une dérive de la rationalité vers la rationalisation qui, selon Edgar Morin, « se construit à partir de prémisses incomplètes ou erronées et veut que le réel obéisse aux structures simplifiantes de l'esprit »³ ? Cependant, leur éloignement du modèle — qui fut généralement porté à leur détriment — peut désormais être paradoxalement compté comme circonstance atténuante. En affaiblissant le système, il a permis au temps de faire son office de toujours, rabattant la démesure et installant malgré tout une inattendue continuité. Et de fait, les larmes fréquentes chez ceux que l'on convie à la destruction des tours et des barres où leurs vies se sont enracinées — semblables à bien des égards à celles qu'avaient suscitées la destruction des taudis de l'époque précédente — viennent rappeler qu'en dépit du barrage qu'on lui oppose, une histoire obstinée, enveloppante, fait son œuvre consolatrice. On s'est trop souvent refusé à le voir, à l'admettre ou à le comprendre. Le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU a d'ailleurs pointé la faiblesse des études sociologiques et ethnologiques réalisées en préalable comme en conclusion des opérations. Le sentiment s'insinue alors qu'en certaines circonstances, s'est déroulée une bataille à front renversé. En voulant contrecarrer les excès du Mouvement moderne, la rénovation d'aujourd'hui en aurait adopté les méthodes, rêvant à son tour d'arracher une page jugée indigne au grand livre de l'Histoire alors que beaucoup, certes souvent dans la souffrance, étaient parvenus à s'y construire.

À la recherche du temps perdu

L'interrogation s'est prolongée devant certaines formules proposées en remplacement. La place manque ici pour en affiner la démonstration, mais il est patent que la vulgate du développement durable — parfois donnée en explication et justification des opérations de remplacement — ramène fréquemment à un nouveau fonctionnalisme dont on peut craindre qu'il ne connaisse les mêmes déconvenues que le précédent. Il en adopte en effet souvent les manières : points de vue surplombant, analyses

3. Edgar Morin, *Pour en finir avec le XX^e siècle*, Paris, Fernand Nathan, 1981, p. 280. .





Daniel Le Couédic

simplifiées, préconisations posées comme incontestables. Mais il s'agit là d'un pronostic aléatoire et les échanges eurent tôt fait d'en revenir au registre des temporalités. Les communications incitèrent alors fortement à s'interroger sur la capacité de l'urbanisme et de l'architecture à « rattraper le temps perdu » en offrant un cadre de vie conçu et réalisé en quelques mois, mais qui pourtant favoriserait aussitôt l'apparition d'un véritable espace public et, dès lors, constituerait une pièce urbaine s'ajoutant à celle de la ville constituée de manière à faire pleinement cité. Bref, l'une et l'autre peuvent-ils vraiment remplacer l'antique chaudron de l'histoire et son insigne lenteur par un dispositif instantané, qui permettrait de « faire comme si » et d'en obtenir les avantages. Vint alors en débat la question de l'authenticité, qui figura en filigrane de plusieurs interventions.

Ce fut l'occasion, avec Dresde, de reconsidérer le cas si particulier des villes reconstruites ; elles offrent un cadre nouveau à une population ancienne encline à les juger usurpatrices et à leur dénier toute aptitude à recueillir et assumer la mémoire. Pour prévenir cette frustration, les reconstructions dites (faussement le plus souvent) « à l'identique » apparaissent parfois comme une médication appropriée. Le relèvement des villes flamandes après la Grande Guerre en permit la spectaculaire expérimentation, comme plus tard la reconstruction de Varsovie. Pièce maîtresse de ce dispositif, le patrimoine archéologique fut alors l'objet d'une attention particulière : la halle aux draps d'Ypres ou la cathédrale de Saint-Malo en témoignent. Mais cette apaisante pharmacopée ne doit-elle pas être considérée comme une manipulation des esprits ? La question se pose assurément, mais ne saurait être aisément tranchée dans le cas des reconstructions où l'antérieur informe les choix, ce qui ne fut que douteusement le cas du remodelage d'Erevan qui afficha à l'envi des signes et des symboles architecturaux d'une Arménie idéalisée. Dénoncé par Claude Lévi-Strauss comme un stratagème pour « supprimer la diversité des cultures tout en feignant de la reconnaître pleinement », le « faux-évolutionnisme » y fut mis à contribution pour donner, sur un terrain jugé peu subversif, l'illusion d'un respect d'une minorité que la puissante URSS entendait en fait « assagir »⁴.

Certes, comparaison n'est pas raison, mais de tels antécédents conduisent à poser un œil critique sur les rénovations — qui bien sûr n'impliquent pas toujours l'ANRU — proclamant avec ostentation le retour à une quiétude

4. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Paris, Gonthier, 1982 [1952], p. 23.





que la modernité aurait naguère violentée. L'exemple du Plessis-Robinson s'impose ici. La pelle des bulldozers y a en effet emporté l'essentiel d'une des plus emblématiques cités-jardins modernistes de l'entre-deux-guerres pour faire place à la reconstitution d'une bourgade évocatrice d'un mythique « bon vieux temps ». Il s'agit d'un très vaste projet clairement présenté et argumenté, conduit au cours de trois mandats municipaux successifs : on ne saurait évoquer un déficit démocratique à son encontre. Il serait aisé, de surcroît, d'en référer à la théorie urbanistique pour expliquer la démarche, qui a emprunté à « l'art de construire les villes » selon Camillo Sitte et a tiré profit du savoir-faire de François Spoerry, père putatif du *new urbanism*. Mais comment ne pas s'interroger sur la parenté entre le nouveau Plessis-Robinson et le quartier du Val d'Europe, à Marne-la-Vallée, où un promoteur bien singulier, Eurodisney, se targue lui aussi de « réinventer la ville » avec cette fois comme concepteur *Disneyland Imagineering*, qui a rodé sa pratique dans les parcs de loisirs américains où l'illusion est de rigueur ?

Un patrimoine de proximité

Faut-il dès lors désespérer de la rénovation ? Nul ne l'a prétendu, mais l'appel fut unanime à un surcroît de complexité qui donnerait toute sa place au temps, aux sédimentations et au respect de la compétence habitante. À trop médiatiser les opérations qui usent de la démolition-spectacle, on accroît le discrédit de ce qui est ainsi jeté à la poubelle de l'histoire et, en conséquence, on accable sans le vouloir mais certainement ceux qui, au sens plein de l'expression, y firent leur vie. À cet égard, quelques pages admirables du *Pain des rêves* de Louis Guilloux, consacrées à la destruction des rues les plus misérables du vieux Saint-Brieuc, donnent une leçon qui vaut encore d'être méditée.

Mais a contrario, comment inculquer une fierté d'avoir vécu « là », comment garder au moins mentalement, peut-être physiquement, le témoignage de ces « cités » aujourd'hui disqualifiées ? André Lurçat, Georges Candilis, Jean Balladur, dont les réalisations furent tour à tour évoquées, figurent déjà au Walhalla des architectes contemporains et l'ensemble de leur œuvre en tire bénéfice : c'est une rente d'exception, dont ne peuvent se prévaloir la plupart des ensembles impliqués dans une ORU. Mais il est un autre registre où la banalité ne fait pas obstacle à l'intérêt : celui du « patrimoine de proximité » qui, selon Marie-Ève Breton « permet de lire la recomposition des identités collectives locales par l'entremise des





Daniel Le Couédic

logiques d'appropriation »⁵. Ce patrimoine se constitue souvent lorsque se rompt la digue qui refoulait l'affection qu'une population pouvait avoir secrètement pour son cadre de vie, aussi disgracié fût-il. Il ne s'agit évidemment pas de lui offrir le traitement réservé au grand patrimoine, ni même la sourcilleuse surveillance qu'engendre une ZPPAUP. Il est possible cependant d'en populariser l'histoire, de rappeler les raisons qui présidèrent à sa gestation, les espoirs qu'il matérialisa et les services souvent éminents qu'il rendit. L'accompagnement qu'on lui offre à l'occasion d'une transformation souvent inévitable peut alors prendre une tout autre allure. À cet égard, l'exemple du quai de Rohan, à Lorient, où Roland Castro est parvenu à dédramatiser des barres sans grâce et à les faire admettre par un centre-ville voisin, qui les battait froid, vaut démonstration de la validité d'une telle chirurgie réparatrice, respectueuse d'un passé souvent méjugé. Cette opération illustre en outre, à certains égards, les concepts de « mutation génétique » et d'« hybridation » qui furent avancés.

Faire révérence au lieu

Il fut encore question – Île de Nantes obligeait – d'un recyclage de l'histoire qui fertiliserait les grandes rénovations, même lorsque leurs programmes s'éloignent rédhibitoirement des anciennes occupations. Ce fut l'occasion d'évoquer les successions qui permettent de faire la ville sur la ville et de rappeler que chaque nouvelle strate peut — doit même peut-être — tirer sa substance des précédentes, quitte à les magnifier, voire à les inventer comme Antoine Grumnach, Christian de Portzamparc et Bernard Lassus le firent naguère pour « ensemercer » la toute jeune Marne-la-Vallée. Traitant de l'identification aux lieux, le mot régionalisme, si longtemps honni, fut proposé dans une acception renouvelée qui le dissocie bien sûr des campagnes et des littoraux, où il s'était jadis illustré. Réhabilité par Siegfried Giedion dès 1953, il est désormais utilisé rétrospectivement pour désigner des édifices ou des ensembles urbains qui s'inscrivirent dans la modernité, mais sans omettre de faire révérence au lieu, tel la reconstruction du vieux port de Marseille par Fernand Pouillon. Durant l'entre-deux-guerres, une véritable école briochine – Le Gouellec, Faure, Hévin, Rolland, etc. – avait ainsi utilisé à bon escient le polymorphisme de l'Art déco pour le plier à la particularité de sa ville.

5. Marie-Ève Breton, *Patrimoine de proximité et retour au local*, Montréal, UQAM, 2010, p. 100.





Temporalité et authenticité

Pourquoi donc, en profitant de l'occasion offerte par les ORU, ne pas aspirer à un régionalisme qui serait évidemment critique au sens que Kenneth Frampton donne à l'expression, c'est-à-dire conçu comme une résistance à la banalisation des choses préluant à celle des existences ? Dans le minime bourg de Plourin-lès-Morlaix, à force de patience, d'observations, de rencontres et d'échanges, Philippe Madec est parvenu à un tel résultat, dont il a livré les arcanes dans un ouvrage bien nommé : *Le temps à l'œuvre citoyen*. Le temps, décidément, dont on ne saurait faire l'économie.





Remerciements

Que soient remerciés par ces quelques mots, tous les acteurs de la Ville, habitants, associations, professionnels, institutionnels qui œuvrent au quotidien pour un mieux vivre ensemble et participent à la réalisation et à la réussite de ce vaste chantier urbain et humain.

Les actes de ce colloque leur sont dédiés.



